

MANIFESTATION DU 1^{er} MAI — 10 h — PLACE DE LA BASTILLE — PARIS

T2137-484-8,00 F



ISSN 0026-9433

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 484 JEUDI 21 AVRIL 1983 8,00 F



**DE DROITE
COMME
DE GAUCHE**

**LES MESURES GOUVERNEMENTALES
SONT TOUJOURS AUSSI DURES A AVALER**

Fop-2520



Affiche éditée par l'administration du Monde libertaire. Prix : 5 F l'unité ; 0,95 F à partir de 10 exemplaires. Format : 65 x 90.

GALA À BEAUVAIS AVEC LÉO FERRÉ

Le groupe libertaire de Beauvais et les associations APPA et AEC organisent un gala avec Léo Ferré, au Théâtre municipal de Beauvais, le mercredi 11 mai 1983, à 21 h. Les billets sont disponibles en Picardie aux points suivants (65 F) :

- Compiègne : Centre culturel de Compiègne et du Vexin (CACCV) ;
- Méru : Maison des jeunes et de la culture ;
- Beauvais : Syndicat d'initiative, rue Carnot ; Music-Lover, disquaire, rue Gambetta ; APPA, BP 227, 60009 Beauvais Cedex.

De plus, cinquante billets sont disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris-11e.

Sommaire

PAGE 2
Activités des groupes FA
PAGE 3
En bref
Présence étudiante
Editorial
Procès antimilitariste à Dijon
PAGE 4
A Rebrousse-poil
Tango CGT
PC : un triple jeu...
PAGE 5
Prisons
PAGE 6
Economie sociale : troisième voie ?

PAGE 7
Théorie et pratique de la révolution
PAGE 8
Les somozistes contre-attaquent
Le nouveau enjeu des impérialismes
PAGE 9
Informations internationales
PAGE 10
1^{er} Mai : jour de lutte
PAGE 11
Notes de lecture, invités de R.L.
PAGE 12
Sécurité et Liberté
Les prisons après la réforme

Liste des groupes et liaisons de la FA

PROVINCE

AINIS : ANIZY-LE-CHATEAU
ALLIER : MOULIN
ARDECHE : AUBENAS
AUDE : NARBONNE
B.-D.-R. : MARSEILLE - BOUC-BEL-AIR
CALVADOS : CAEN
CHARENTES-MARITIMES : MARENNES - ROCHFORT
CÔTE D'OR : DIJON
DOUBS : BESANCON
FINISTERE : BREST - QUIMPER
GARD : GROUPE DU GARD
GIRONDE : BORDEAUX
HAUTE GARONNE : TOULOUSE
NORD - TOULOUSE SUD
HERAULT : BEZIERS
ILE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : SAINT-ETIENNE
LOT-ET-GARONNE : AGEN
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : CHERBOURG
MARNE : REIMS
MORBIHAN : PLUVIGNER
MOSELLE : METZ
NORD : LILLE - VALENCIENNES
OISE : BEAUVAIS - CREIL - PONT-SAINT-MAXENCE
ORNE : FLERS - LA FERTE-MACÉ
RHÔNE : LYON
SARTHE : LE MANS
SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
SOMME : AMIENS
VAR : GROUPE RÉGION TOULONNAISE

HAUTE-VIENNE : LIMOGES
YONNE : AUXERRE
LA RÉUNION : LE PORT

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 12 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD
- FRESNES-ANTONY
- ORSAY
- VILLEJUIF, VITRY
- MELUN

BANLIEUE EST
- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
- MONTREUIL, ROSNY
- BOBIGNY, DRANCY

BANLIEUE OUEST
- HOUILLES-SARTROUVILLE
- VERSAILLES

BANLIEUE NORD
- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
- ARGENTEUIL, COLOMBES
- SEVRAN, BONDY

LIAISONS PROFESSIONNELLES
- LIAISON DES POSTIERS
- CERCLE INTER-BANQUES
- LIAISON ORTF
- LIAISON DES CHEMINOTS

LIAISONS

NORD : Noyon, Héhin, Beaumont.
EST : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs, Haute-Saône, Belfort-Montbéliard.
ILE-DE-FRANCE : Maule, Brunoy, Mantes-la-Ville.
OUEST : Bégard, Routot, Laval, Poitiers, Saintes, Chatelleraut, Angoulême, Lorient, Côtes-du-Nord.
CENTRE : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord Haute-Loire.
SUD, SUD-OUEST : Salon-de-Provence, Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpeller, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Sainte-Affrique, La Seyne-sur-Mer, Nice-Cannes, Lot.
RHÔNE-ALPES : Thonon-les-Bains, Chambéry.
CORSE : Ajaccio.
GUADELOUPE : GOURBEYRE.

COMMUNIQUÉS

- En vue de l'obtention de l'abrogation du protocole Henu/Savary, un collectif s'est constitué sur Romans. On peut le contacter à la permanence du groupe des objecteurs (le GODA), tous les mardis, de 16 h 30 à 18 h), MJCR Martin-de-Romans.

- Un comité de lutte pour l'abrogation du protocole Henu/Savary est en voie de constitution à Angoulême. Pour tout contact, écrire aux RI qui transmettront.

- Le groupe de Villejuif-Vitry assurera désormais quatre ventes du Monde libertaire :

- Kremlin-Bicêtre, à la sortie du métro, de 17 h 30 à 19 h, le vendredi ;
- gare de Vitry, le vendredi de 17 h à 18 h 15 ;
- Vitry, place du Marché, le samedi de 10 h 15 à 12 h ;
- Villejuif, marché Romain-Rolland, le samedi de 10 h 15 à 12 h.

- Le groupe E. Pouget (vallée de Chevreuse) organise, tous les premiers mardis de chaque mois, un exposé-débat pour ses sympathisants. Ces réunions se dérouleront à l'Orangerie du château de la Pacaterie, 11, rue Charles de Gaulle.

- Le groupe de Lille de la FA vient d'éditer un tract et une brochure d'information sur la loi Savary-Schwartz et le protocole d'accord Henu-Savary.

- Prix du tract : 95 F les mille, 55 F les cinq cents, 26 F les deux cents (frais de port compris).
- Prix de la brochure : 6 F (+ 10% de frais de port).

- Le groupe Sacco-Vanzetti de la FA organise une réunion d'information et de travail sur les dangers de l'application du protocole d'accord Henu-Savary. Tous les parents d'élèves, étudiants, lycéens et enseignants sont vivement conviés à participer à cette rencontre en vue d'étudier les divers moyens d'action pour obtenir l'abrogation de ce protocole. Heure et lieu : 20 h précises, salle Hyser, stade de la Noue-Brossard (près de la piscine), 77500 Chelles, le mardi 26 avril.

BREST

Le groupe de Brest organise une réunion-débat sur l'éducation libertaire le vendredi 29 avril au Centre social de Pen ar Creach. Nous aborderons également les accords Henu/Savary et l'affaire du Coral. Nous invitons donc tous les gens de la région intéressés par ce débat.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot Paris 11^e
Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

GALA DE SOUTIEN AU GROUPE LIBERTAIRE DE MARSEILLE

Le groupe libertaire de Marseille organise un gala de soutien, le samedi 23 avril, à 20 h, à la salle Mazenod, rue d'Aubagne, avec : Hexagone (rock), Pam (comorien-malgache), Jacques Ducatel (guitariste).
Entrée : 25 F. Buvette.

Permanence des Relations intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amelot, Paris-11^e (m^o République), tél. : 805.34.08.

Le Secrétariat Histoire recherche toute personne ayant bien connu Fernand Planche et pouvant l'aider dans ses recherches.
Le contacter à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris-11^e, tél. : 805.34.08.

1^{er} MAI-MANIFESTEZ !

POUR UNE SOCIÉTÉ LIBRE ET ÉQUALITAIRE,
ORGANISONS DES CLASSES ET DE L'ÉTAT

10h - À LA BASTILLE
AVEC LA FÉDÉRATION ANARCHISTE



Affiche éditée à l'occasion du 1^{er} mai 1983. Prix : 2 F l'unité ; 0,50 F à partir de 10 exemplaires. Format : 44 x 56.

LA BROCHURE ANARCHISTE

L'HYDRE DE LERNE

MAURICE JOYEUX



Brochure éditée par le Secrétariat au Relations intérieures. Prix : 15 F.

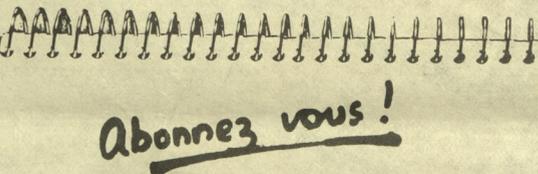
PIERRE KROPOTKINE

L'ÉTAT

SON RÔLE HISTORIQUE



La liaison Bas-Rhin de la Fédération anarchiste vient de rééditer la brochure de Pierre Kropotkine : *L'Etat, son rôle historique*. Cette brochure est disponible à Publico au prix de 16 F.



TARIF

	France	Sous pli fermé	Etranger	Redaction-Administration
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F	145, rue Amelot 75011 Paris
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F	Tél. 805-34-08
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F	

Abonnement de soutien : 350 F Réglement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom
N Rue Ville
Code postal
à partir du N (inclus) Pays
 Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Réglement (à joindre au bulletin)
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

en bref...en bref...

• La coordination Dordogne contre la symbiose armée/éducation, composée de : l'École émancipée, les Amis de la terre, la CNTF, le Collectif autonome et le groupe local de la Fédération anarchiste, s'est réunie le 29 mars. Elle a décidé de participer à la semaine nationale d'action pour l'abrogation du protocole d'accord Henu/Savary, qui aura lieu du 16 au 22 mai 1983. Une réunion publique se tiendra le 19 mai au Palais des Fêtes, salle P. Grasset, à 20 h 30, à Périgueux. (La prochaine réunion de la coordination aura lieu le 26 avril, à 21 h, 10 bd de Stalingrad, à Périgueux).

• Dans le cadre du « Carrefour de l'image », qui se déroulera du mardi 26 au vendredi 29 avril à Béziers, à l'initiative de l'Office biterrois d'animation culturelle, le cinéaste libertaire Armand Gatti projettera certains de ses films vidéo avant d'entamer un débat avec les spectateurs. Un rendez-vous à ne pas manquer. « Armand Gatti, cinq films, un poème », jeudi 28 avril à 21 h, à Béziers.

• Le mouvement « Renaissance des néphars du Loing » (association loi 1901) présente une exposition visuelle et sonore sur le poète Gaston Couté, d'une manière permanente, tous les dimanches, de 15 h à 18 h, dans son local situé : 2^e Cour du Château de Nemours (77140) ou sur rendez-vous, avec tous les documents, photos, ouvrages et disques. Illustration sonore des textes par la voix de Bernard Meulien. Le 23 avril 83, dans le cadre de la Journée de la poésie, animation à 20 h, au même lieu.

• Un comité de lutte contre le protocole d'accord Henu/Savary vient de se créer à Angoulême. Tous ceux qui désirent rejoindre et participer à ce comité doivent s'adresser à : CLAPHS, c/o CSC de la Grande Garenne, rue P. Aumaitre, 16000 Angoulême.

• Une coordination antimilitariste s'est créée sur Tours, regroupant diverses organisations, à l'initiative du groupe de la FA. La prochaine réunion aura lieu le 21 avril à 20 h 30, au 43, rue Lamartine, à Tours. Thème : la participation et l'intervention lors de la semaine nationale d'action contre le protocole d'accord, du 16 au 22 mai 1983.

• La librairie associative l'En-dehors organise le 22 avril 83, à 20 h 30, salle de l'Aiglon, une rencontre-débat avec Georges Mattéi (auteur de *La Guerre des gusses*), sur l'Algérie de 1954 à 1962, avec pour thèmes : la guerre, les désertions, le racisme.

• Une session de formation de militants est organisée par la Libre-Pensée, les samedi 23 et dimanche 24 avril à la MJC d'Épernay. A l'ordre du jour : la libre pensée, le message, la presse, accès aux médias, le protocole d'accord Henu/Savary, la laïcité. Le samedi soir, projection du film *Ecoutez, Jeanne Humbert*, de Bernard Baissat. Poésies par Maurice Laisant.

Communiqué de presse

DEPUIS le 10 mai 1981, la crise économique ne dépendrait plus des problèmes que connaît inévitablement toute économie de profit, mais serait le fait d'« irresponsables » attachés à leurs conventions collectives et à leur pouvoir d'achat !

L'Etat use de tous les moyens pour imposer la collaboration de classes au nom de la « solidarité nationale ».

La Fédération anarchiste a tiré les leçons de tout cela : s'il a été pour une large partie de la classe ouvrière porteur d'espoir, d'émancipation et de liberté, le socialisme parlementaire a montré une fois de plus son vrai visage : il fait payer la crise aux travailleurs et aux chômeurs.

La Fédération anarchiste appelle à manifester le 1^{er} Mai 1983, à 10 heures, place de la Bastille, à Paris.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

PRÉSENCE ÉTUDIANTE

LE groupe FA de Lille a mis sur pied une commission étudiante afin de développer une information la plus complète possible sur l'avant-projet Savary et les trois rapports qui le sous-tendent (L. Schwartz, C. Jeantet, C. Domenach). Nous ressentons la nécessité d'une intervention contre ce projet, d'autant plus qu'un vide est laissé dans la divulgation des mesures les plus réactionnaires qu'il contient par les deux UNEF (UNEF ex-Renouveau totalement favorable au projet et UNEF ID un peu plus nuancée). Sur Lille, la seule expérience « anti-autoritaire » et plus fédérale a cessé d'exister sur les facs en mai 80, avec la dissolution du MAS (Mouvement d'action syndicale). Notre démarche s'inscrit donc dans la volonté de créer une dynamique en milieu étudiant, en se donnant plusieurs moyens :

- offrir aux étudiants des ouvrages leur permettant d'avoir une position critique par rapport au contenu des cours, aux programmes et au niveau du vécu quotidien...
- se donner les moyens de lutte (tirage d'affiches, de tracts, de brochures...).

Ces deux points pourraient s'inscrire dans le cadre de la création de « coopératives », comme il en existe déjà une sur Lille : Commune libre, Espace social, association loi 1901 regroupant des libertaires lillois autour d'une librairie-imprimerie.

- Renforcer la présence libertaire dans les facultés et lui donner un autre caractère en constituant une coordination permettant une plus grande efficacité dans l'action et dans la circulation des informations ;
- au niveau lillois, nous sommes en contact avec d'autres organisations, comme le comité Solidarność, le Comité antimilitariste, le Syndicat de la psychiatrie clinique, la CNT...

Cette « ouverture » avec des organisations professionnelles telles que le SPC et la CNT nous semble indispensable dans la mesure où la « population » étudiante est très mobile et où, une fois entrés dans la vie active, les étudiants pourraient s'investir dans des organisations syndicales favorisant l'émergence de pratiques et d'expériences « alternatives » et anti-autoritaires... La lutte antimilitariste est également une dimension qu'il ne faut pas négliger dans le cadre d'une coordination-syndicat (?) d'étudiants libertaires...

Dans un premier temps, nous avons donc rédigé un tract et une brochure (1), afin d'informer les étudiants sur ce qui les attend d'une part, et d'autre part afin de présenter assez succinctement notre position en ce qui concerne une initiative syndicale libertaire en milieu étudiant.

Groupe Benoît Broutchoux

(1) Brochure et tract disponibles à la librairie du Monde libertaire ou par le groupe Benoît Broutchoux (23 bis, rue de Fontenoy, 59000 Lille), respectivement au prix de 6 F et de 0,9 F l'unité.



Editorial

LA décision émanant du Secrétariat à la santé de réformer l'enseignement de la médecine, notamment celle de décréter un examen théorique en fin de sixième année, a été « le petit microbe » qui a causé une paralysie générale : la grève.

En grève, la majorité des internes et des chefs de clinique des CHU (Centres hospitaliers universitaires) le sont depuis le 22 mars. De Lyon à Rennes, de Montpellier à Paris, et depuis un mois, les étudiants en médecine font parler d'eux. Leur grève a été largement répercutée par les médias, à la différence de celle des étudiants et vacataires de Censier ou de Nanterre, dont la situation est parfois bien plus critique.

Cette différence de publicité peut s'expliquer à la fois par le fait que les grèves des étudiants en médecine ont été rares dans le passé, et d'autre part que leurs moyens d'action sont spectaculaires. A Paris, il y a eu entre autres édification de barricades, occupation de l'Arc-de-Triomphe, escarmouches à la Tour-Eiffel. A Rennes, occupation de la mairie (sief de Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la Santé) ; à Montpellier, de la gare ; à Mâcon, de la préfecture.

Ces actions ont pu faire dire à certains journalistes qu'elles étaient un remake de mai 68 et à d'autres qu'elles étaient manipulées et s'inscrivaient après la lutte des pharmaciens dans l'offensive de l'opposition face au gouvernement socialiste. Mais il semble bien que la grogne du milieu médical date d'avant le 10 mai 81. En effet, les futurs médecins assistent à la remise en cause de leur image, de leurs statuts et de leur carrière. Les projets gouvernementaux ne font qu'entériner une situation larvée depuis des années. Auparavant, un interne, après avoir passé un concours, pouvait pendant quatre ans et plus assurer des fonctions de soins et d'enseignement pour sept mille francs par mois. Il pouvait ensuite être nommé chef de clinique (onze mille francs par mois), puis avoir le choix entre le statut de professeur agrégé de CHU ou de chef de service dans un hôpital général. Mais les deux tiers d'entre eux ouvraient plutôt un cabinet libéral.

Or en vingt ans, le nombre de médecins a été multiplié par trois, et à partir des années soixante les hôpitaux ont beaucoup recruté. Ces deux facteurs ont donc profondément modifié les débouchés qui s'offraient aux anciens internes. Après une grève d'un mois, ceux-ci ont obtenu que le vote de la loi sur l'organisation hospitalière soit repoussé à la session d'octobre, « afin de favoriser la concertation ».

Mais malgré cela, la grève continue ; il semble bien que la situation d'interne, autrefois acceptée comme une sorte de purgatoire permettant ensuite de faire carrière, ne satisfait plus, peut-être parce que la carrière à l'heure actuelle n'est plus possible.

Procès antimilitariste à Dijon

MERCREDI 13 avril, au tribunal correctionnel de Dijon, passait en jugement Michel Stringaux pour insoumission à l'armée. Il y a un mois et demi, il avait décidé de se rendre aux autorités, après huit ans d'escapade et était incarcéré à Dijon depuis lors. Madame la présidente rappela la situation et notamment le délit commis. Dans la foulée, le Procureur, après avoir insisté sur le fait que le service national était un devoir pour tout citoyen, demanda tout naturellement une peine de prison ferme équivalente à la durée du service. L'accusé, estimant qu'il était le seul à pouvoir défendre sa cause, se passa d'avocat et lut un court texte. Laissant de côté les critiques « gauchistes », il expliqua que son attitude n'était pas une objection, mais bien une insoumission à titre individuel. Complètement désabusé, il préféra se rendre en espérant une certaine clémence du tribunal. Le tout ponctué par la Présidente de « Vous n'avez rien à ajouter ? » et « Comment voyez-vous votre avenir ? » fut bouclé en un quart d'heure.

Il fut déclaré coupable et condamné à quatre mois de prison dont trois avec sursis. Certains spectateurs ont applaudi, et pourtant... l'armée risque fort de lui représenter l'uniforme.

En cette période d'attente, où l'on réaménage le service, le tribunal de Dijon n'a pas voulu trop « se mouiller ». Malgré les nuances possibles, les faits sont là : vous êtes insoumis, vous êtes déclaré coupable, considéré comme un délinquant et incarcéré pour précisément n'avoir rien fait. Noble délit, dira plus tard un avocat, mais délit tout de même ; cela confirme une fois de plus que même sous un gouvernement se prétendant socialiste, l'armée reste un pilier inébranlable de cette société qui n'admet pas le droit à la différence.

La cour, le Procureur et l'avocat général ont jugé et sont partis la conscience tranquille, ayant rendu leur « justice ».

Groupe de Dijon de la FA



à rebrousse-poil

Le Mariage de Figaro

M. Louis Pauwels, du *Figaro*, n'est pas homme à couper les cheveux en quatre. Il vient de s'adresser à Mitterrand en des termes qu'il convient de passer au peigne fin pour mieux les apprécier : « Venu du peuple, mais sans doute pas celui de vos rêveries ; travailleur, mais sans doute pas à vos yeux ; sacrifiant cependant plus de la moitié des revenus de mon travail à un Etat socialiste ruineux pour tous ; peinant sous votre régime pour tenter sans espoir de préserver un patrimoine acquis en m'exploitant moi-même, il m'est encore loisible, dans une presse que votre gouvernement s'emploie à réduire, de faire entendre le langage du pays profond et des classes motrices... ».

Ainsi, M. Pauwels est un grand travailleur qui ne gagne pas sa brioche à la sueur du front des autres. Il s'exploite lui-même, et ce lui-même étant un trésor inépuisable, il s'auto-enrichit. Pour aller au charbon, il descend en quelque sorte en son for intérieur. C'est une mine de rien et il en crée tout. Quant aux « classes motrices », c'est bien connu, elles roulent pour nous. Et nous qui croyions, jusqu'à ce jour, que M. Pauwels c'était de l'attraction à vent !

Généralement, la lecture du *Figaro* c'est plutôt la barbe. Grâce à M. Pauwels, il arrive quelquefois que ce soit poilant !

FO pas pousser

M. André Bergeron vient de faire savoir à la population qu'il « approuve totalement » la décision de la France d'expulser une quarantaine de diplomates soviétiques.

« Depuis toujours, a-t-il dit, l'URSS a tissé un réseau d'agents qui travaille à l'affaiblissement du monde libre... ».

Donc, Bergeron est tout content, et c'est son droit le plus absolu de libre citoyen du monde libre, bien entendu. Seulement voilà, il est aussi secrétaire général d'une importante confédération syndicale qui aime à proclamer son indépendance à l'égard de tout pouvoir politique, et c'est à ce titre que les médias répercutent ses propos. Nous sommes donc en droit, nous, de lui poser quelques questions.

D'abord, on aimerait bien une définition du « monde libre ». Ensuite, un syndicaliste chevronné peut-il ignorer que l'espionnage et le contre-espionnage, KGB, CIA, SDCE, etc., ce sont des histoires de brigands, des méthodes de gangsters que tous les Etats utilisent, et que le « nôtre » n'est pas le dernier ? Nous n'en avons rien à foutre !

Le syndicalisme, camarade, peut mener à tout — y compris à un monde vraiment libre —, mais à condition de ne pas en sortir...

S.B.

TANGO C.G.T.

S'IL faut en croire la une de *L'Huma* de samedi dernier, la CGT est sur la bonne voie. C'est le ministre communiste Charles Fiterman qui l'a dit tout en ajoutant : « il s'agit de poursuivre l'œuvre entreprise ».

En gros, et une fois de plus, on juge au coup par coup et on se garde de s'engager sur le fond du problème. Drôle de situation pour un congrès syndical d'accueillir le ministre de la même branche qui vous explique que ce n'est pas encore ça, mais qu'il faut tout de même soutenir l'effort gouvernemental. Qu'importe que des délégués évoquent « la crise de conscience » provoquée parmi les travailleurs par le plan de rigueur, et demandent une CGT qui se montre plus ferme, plus combative. Le PC a quatre ministres au gouvernement et tout doit leur être sacrifié, même les intérêts des travailleurs !

Quand dans une branche industrielle il y a un ministre communiste, il ne saurait y avoir de troubles sociaux dans cette branche ; voilà le nouveau credo des syndicalistes gouvernementaux. C'est pourquoi le congrès de la métallurgie CGT a tout de même, lui, parlé d'action et de concret. Il y avait déjà son secrétaire, André Sainjon, qui déclarait avoir, en plusieurs années, perdu des milliers d'adhérents. Cette sorte de franchise est, il faut l'avouer, assez peu commune à la CGT. En général, on dit que tout va bien et on chante cocorico quand il faudrait revenir à des positions syndicalistes pour que les cotisations rentrent mieux et que des militants reprennent leur carte confédérale. Chez les métallos CGT, il y a même un souffle de contestation. En effet, lors de la discussion générale

de ce 31^e congrès de la Fédération des métaux CGT, quatre sections syndicales de la région de Cherbourg ont, dans une contribution écrite, critiqué l'attitude de la confédération à l'issue du conflit Citroën-Aulnay, et généralement la mollesse de la riposte face au plan de rigueur. Dans ce texte, ils soulignent que « les suites données au conflit Citroën-Aulnay sont sujettes à questions et embarras (...) ; le licenciement de travailleurs de la CGT ne saurait être considéré comme une victoire ni même comme un digne compromis ». Critiquant le manque de mobilisation de la CGT envers la rigueur gouvernementale, les sections syndicales de la région de Cherbourg demandent que « quel que soit le manque de mobilisation en place, la CGT garde son autonomie et sa liberté d'action ».

Les quatre structures de base de la confédération ne peuvent être taxées de marginales ; elles représentent plus de deux mille salariés. Mais parions que la direction de la CGT continuera à entretenir l'illusion que le gouvernement socialo-communiste est celui des travailleurs.

S'il reprend le mot d'ordre « Ne pas lâcher sur le pouvoir d'achat », André Sainjon, lors du même congrès, nuancait sa critique en disant : « Notre objectif est bel et bien l'action dans les entreprises contre les patrons. Notre adversaire n'est pas ce gouvernement que les travailleurs se sont donnés. » On voit que la méthode coué fait toujours des adeptes ! Mais si la direction de la CGT affirme que le gouvernement actuel représente les intérêts du monde du travail, les militants de base font comme les autres travailleurs : ils regardent leur fiche

de paye et voyent que, côté défense de leur pouvoir d'achat, les syndicats ne sont pas tout à fait à la hauteur...

C'est pourquoi Henri Krasucki, au micro d'Europe n° 1, le 10 avril, a soigneusement mêlé les deux principaux discours de la CGT actuellement. D'un côté la confédération reste un syndicat indépendant de tout gouvernement, de tout parti, et de l'autre il faut que la CGT soit partie prenante de l'effort gouvernemental. Cela se résume par « les travailleurs doivent résister aux pressions du capital et corriger les insuffisances de l'action gouvernementale ».

Le Premier Mai unitaire, dont Krasucki a lancé l'idée, sera le premier depuis la rupture de l'Union de la gauche ; signe révélateur... Ce ne sera ni l'internationalisme prolétarien ni le syndicalisme révolutionnaire, mais le soutien au capitalisme d'Etat ! De même quand Krasucki dit que la voix des travailleurs doit se faire entendre pour que cela avance mieux pour le changement, il ne recommande pas des actions syndicales puisque dans la plupart des cas cette intervention se limite à des pétitions apportées à l'Assemblée nationale aux parlementaires de gauche. La grève dans la plupart des cas n'est pas recommandée... On dit même que ceux qui veulent faire grève aujourd'hui contre l'austérité gouvernementale n'étaient pas si battants sous Giscard. Dont acte.

Nous, les anarchistes, nous faisons grève sous la politique de Barre et nous la ferons sous la politique de Delors, car le combat pour les intérêts de la classe ouvrière ne passe pas dans la gestion de la crise !

Jean-Pierre GERMAIN

P.C. : un triple jeu qui peut être casse-gueule !

EN revenant des bords de la mer Egée, Marchais a proclamé qu'il n'était pas homme à avaler des couleuvres. Nous venons de voir de quels boas il se nourrit...

En effet, dans *L'Humanité*, Lajoinie avait expliqué à propos des ordonnances : « Nous avons assez dénoncé cette pratique de la droite pour ne pas accepter d'y avoir recours aujourd'hui. » Et, à l'Assemblée, il avait annoncé que le groupe communiste s'abstiendrait si les cinq amendements qu'il proposait « n'étaient pas pris en considération ». Mauroy a dû faire preuve de beaucoup de considération puisque, tout bien considéré, les camarades ont voté comme un seul homme.

Assorties de fortes paroles et d'engagements solennels, les « concessions » de Mauroy ne sont pourtant que des brouilleries qui ne changent rien quant à l'application des mesures d'austérité. Mais il n'en a pas fallu davantage pour que *L'Huma* trouve la « réponse positive ».

Division du travail...

A la réflexion, Marchais a peut-être bien raison : ce n'est pas lui qui avale les couleuvres. Mais son boulot consiste à les faire ingurgiter aux travailleurs qui lui accordent encore quelque crédit. Et pour cela, le PC pratique un double, pardon, un triple jeu. Primo : les ministres approuvent tout sans barguigner, solidarité gouvernementale oblige. Secundo, les députés font un peu de cinéma, par exemple une

grande suspension de séance, comme si les décisions étaient prises par eux alors qu'elles le sont, bien entendu, par le bureau politique. Ils étaient contre, mais finalement ils votent pour... Tertio, à la base, c'est Krasu, membre du bureau politique, qui conduit les opérations grâce à la bonne vieille courroie de transmission. Pour l'occasion, il figole son style, d'une rugueuse simplicité et tout imprégné de bon sens populaire, ce qui l'amène, par exemple, à préconiser de « bonnes initiatives » face aux « insuffisances sensibles du gouvernement ». Mais, attention, il ne s'agit pas de « casser la baraque » car la CGT « n'est pas contre le gouvernement ». Celui-ci va tout de même « dans le bon sens »... même si à l'instar du célèbre soldat de Courteline il marche à reculons tout en nous faisant croire qu'il avance ! Alors, finalement, les « bonnes initiatives » consistent à faire signer des pétitions, expédier des télégrammes à Maitignon, et quelques fois, à organiser des débrayages symboliques.

Tonton ne fait pas de cadeaux

Des trésors de dialectique sont ainsi dépensés pour justifier ce qui, à des yeux profanes, pourrait passer pour des abandons, des trahisons, alors que dans l'autre colonne de ce bilan globalement négatif les « acquis » du « changement » paraissent si ténus... Sans parler des sévères humiliations que le PC doit encaisser avec la politique internationale de tonton qui

se soucie fort peu de ménager la susceptibilité de ses partenaires en la matière...

Malgré tous ces louables efforts, il y a tout de même comme de la grogne et de la rogne à la base. Le problème est de savoir jusqu'où le PC pourra aller. Il faut croire que jusqu'à présent la participation au pouvoir a présenté suffisamment de charmes et d'avantages concrets... Bien entendu, l'état-major de la place du Colonel-Fabien ne se détermine qu'en fonction de ses seuls intérêts de caste bureaucratique.

A moins d'un cataclysme planétaire, le PC sait qu'il n'a pas le plus mince espoir de prendre seul le pouvoir dans ce pays. Il n'a une chance d'accéder à quelques commandes qu'à travers des alliances avec la social-démocratie. Pour cela, il ne peut que monnayer sa capacité à tenir en laisse les secteurs de la classe ouvrière qu'il influence. Or cette influence est en déclin, ce qui explique sans doute pourquoi Mitterrand n'a pas tendance à lui faire tellement de cadeaux. Deux ministres sur quinze, un ministre délégué sur huit, un secrétaire d'Etat sur dix-neuf... Décidément, la proportionnelle n'est pas de rigueur à gauche ! De plus, le Machiavel de l'Elysée a un faible pour les cadeaux empoisonnés (1), tel ce poste de PDG des Houillères confié à un cadre communiste contraint de mener dans les mines une politique diamétralement opposée à celle préconisée depuis des décennies par son parti, ce qui ne va pas sans poser de problèmes dans les bassins en déclin...

Partirons ? Partirons pas ?

On dit parfois que Mitterrand ne retiendrait pas les ministres communistes s'ils voulaient quitter le gouvernement pour se refaire une virginité. En tous les cas, de toute évidence, il ne fait rien pour leur faciliter la vie. Quoi qu'il en soit, le signal pour Marchais et ses petits camarades éclaterait-il le jour où se produiraient des mouvements sociaux durs et incontrôlés. Il s'agirait alors de la survie de l'appareil. D'autres éléments peuvent jouer qu'il est difficile d'évaluer, tels que la sur-enchère dans les luttes de clans au sommet de la hiérarchie, les conséquences des rapports existants entre ces clans et les différentes équipes de la bureaucratie soviétique. (A l'heure où nous mettons sous presse, nous ignorons quelles sont les décisions du dernier comité central). Si le PC était amené à quitter un jour le gouvernement, cela ne changerait en rien, quant au fond, sa politique vis-à-vis de la classe ouvrière, même s'il adoptait une tactique et des mots d'ordre différents. Il ne chercherait jamais autre chose que d'endiguer, que de contrôler strictement les mouvements sociaux, comme il l'a fait en 1936, en 1947, en 1968, car il n'aura jamais d'autre préoccupation que de fréquenter à nouveau les allées du pouvoir. C'est la raison de vivre de tout parti politique.

S. BASSON

(1) Qu'en pense, à ce propos, Mme Bouchardou, « chargée » de l'Environnement ?...

PRISONS

Le 21 mars, des détenus de la prison de la maison d'arrêt de Toulouse (prison Saint-Michel) se sont mis en grève de la faim. Les mâtons ne suffisant pas, ils ont aussitôt été épaulés par les forces de l'ordre et leur brigade canine venues à la rescousse (il faut bien s'entraîner un peu). On a sorti les plus bruyants de leurs cellules, on les a matraqués à cœur joie, jetés à poil au mitard, puis transférés dans d'autres prisons.

Le lendemain, la presse locale, sous le titre « L'écho des gamelles », interviewait le directeur régional des services pénitentiaires qui, brave homme, minimisait les faits en disant que les prisonniers étaient tous bien heureux derrière les beaux murs de la prison ; la plupart d'entre eux pouvaient donc attendre patiemment que la justice de notre Etat daigne faire son boulot, c'est-à-dire les juger. Cette « certaine agitation » n'était l'œuvre que d'une cinquantaine de meneurs ; cette « manifestation d'humeur » avait vite cessée. Tout allait bien, Saint-Michel c'est le paradis. Ouf ! tout le monde était rassuré.

Une semaine plus tard, un autre écho nous parvenait, mais celui-ci avait pris d'autres chemins puisqu'il émanait d'un détenu, et n'en déplaçait au directeur des services pénitentiaires et aux journalistes dont l'objectivité marche à sens unique, cet écho-là sonnait aussi vrai que le leur.

Il est donc facile de faire en sorte que ces deux échos se répondent et d'imaginer un dialogue entre le directeur et le détenu :

— *Le directeur* : Certains détenus ne trouvent jamais la « soupe » bonne. Elle n'est, d'après moi, ni pire ni meilleure que dans quelque autre collectivité. Mais, vous savez, je dirais presque que c'est compréhensible. Saint-Michel n'est, en effet, qu'une maison d'arrêt et, de ce fait, il y a ce que l'on appelle du passage. Alors, les revendications sont des plus diverses : les uns clament leur innocence ; les autres dénoncent la longueur de l'instruction de leur dossier. Certains trouvent la durée de la promenade trop courte ou la séance collective de télévision pas assez longue. Mais je vous le répète, compte tenu de la diversité des personnes détenues qui nous arrivent de tous les horizons sociaux, ces pointes d'humeur existeront toujours.

— *Le détenu* : Il est évident qu'à Saint-Michel les matières premières, propres à l'alimentaire, sont employées en dépit du bon sens. Ce qui devrait être normalement consommable au départ, car les produits sont bons, s'avère être immangeable quand ça vous arrive dans la gamelle. On sert de la merde à manger aux taulards, mais de la merde qui coûte cher aux contribuables.

Pour ce qui concerne les durées de promenade, il nous arrive parfois, souvent l'hiver, de les trouver trop longues car il n'y a rien pour s'abriter quand il pleut et l'on est condamné à y demeurer deux heures durant si l'on accepte de sortir. En effet, nous avons droit à deux heures de promenade par jour. Une fois le matin : 8 h 30-10 h 30. Et le lendemain après-midi : 14 h 30-16 h 30. Puis le lendemain matin, et ainsi de suite. En réalité, nous devrions avoir une heure le matin et une heure l'après-midi ; bien que parfaitement réalisable, cela a été jugé comme étant trop de travail pour le personnel...

Quant « aux séances collectives de télévision, parlons-en ! L'ensemble des détenus solvables (la plupart des familles se privent pour qu'ils ne soient pas trop démunis) payent un total de mille francs par mois pour une télévision qu'ils n'ont jamais vue et savent tout juste qu'elle existe. Je m'explique : l'argent, l'administration pénitentiaire en manque beaucoup. La part du budget national alloué annuellement à la Justice/Prison est de 1% en comparaison des 54% de celui de l'armée/défense : c'est peu. Ainsi, à Saint-Michel (comme ailleurs sans doute) on fait montre d'imagination pour en trouver.

Sur 350 détenus, 200 environ sont plus ou moins assistés par leur famille ou leurs ami(e)s. Selon les possibilités et les sacrifices de ces derniers, cela peut aller de 200 F par mois pour les uns à 1 000 F par mois pour les autres, plus riches, tels que les proxénètes. Avec cet argent, le détenu a droit à certains achats en « cantine » pour améliorer son ordinaire qui en a singulièrement besoin. Ce qui lui est propre est très modeste, voire assez médiocre. En tout cas très cher, puisque tous les produits sont majorés de l'ordre de 5 à 10%. En faisant une moyenne, en me prenant pour exemple, l'administration de Saint-Michel récolte : 50 F x 200 = 1 000 F par mois.

Quand j'ai demandé le pourquoi d'un tel détournement systématique et ce, depuis toujours, à un agent responsable, il m'a répondu : « une télévision couleur (?) et un magnétoscope (?) coûtent cher et, étant donné qu'ils étaient pour les détenus, il est normal que ce soit à vous de payer. » (!).

Raisonnement logique, me direz-vous. Certes oui. Mais ce qui l'est moins, c'est qu'à l'exception de certains

détenus travaillant pour l'administration, personne ne voit la couleur de la télévision. Et à la cadence où vont les choses, on peut présumer sans crainte de se tromper que les détenus de Saint-Michel ne sont pas près d'aller à ces fameuses séances de télévision du samedi après-midi, car il ne s'agit que de cela, et de rien d'autre ! Quant au magnétoscope, il paraîtrait qu'il séjournerait quelque part du côté du mess des mâtons.

— *Le Directeur (parlant des réformes pénitentiaires)* : Parmi les plus importantes, le port de vêtements civils, la libre correspondance et ce que l'on appelle les « parloirs libres ». Les deux premières sont déjà en application depuis longtemps.

— *Le détenu* : Un autre problème qui, avec les visites, a sa grande importance pour celui qui est retranché du monde extérieur : le courrier.

Dans toutes les prisons, le courrier est ramassé, censuré, et distribué tous les jours ouvrables, au même rythme que les PTT.

Or il en va tout autrement à Saint-Michel puisque le courrier ne part pas ni n'est distribué le samedi, et ce depuis trois ans. Pourquoi ? Question que j'ai cru pertinente pour l'avoir posée au sous-directeur. Il m'a été répondu par son subordonné, le surveillant-chef, je le cite : « Ailleurs il est peut-être distribué, mais ici non, parce qu'on ne peut pas ! » Le sous-directeur s'est tout de même senti obligé d'en donner la raison après s'être lancé dans des explications oiseuses telle celle-ci : « Les PTT sont en grève, moi non plus je n'ai pas de courrier le samedi... ». En fait, ayant eu une réduction d'horaire chez le personnel, le vague-mestre ne peut donc plus assurer la censure, d'où la non-distribution du samedi.

Si en qualité d'individu je souscris tout à fait à ce que le personnel bénéficie de ce qu'il est convenu d'appeler un progrès social, il est néanmoins déplorable que ce « mieux » se fasse au détriment des détenus et atteigne ainsi les familles dans ce qu'il leur reste de plus cher : la correspondance.

— *Le directeur* : Si la troisième, celle des parloirs libres ne l'est pas encore, c'est tout simplement parce que pour la mettre en vigueur, il faut faire des transformations matérielles. Nous sommes en train de procéder à ces aménagements et tout devrait être terminé pour cet été.

Jusqu'à présent, les détenus ne pouvaient converser avec leurs visiteurs qu'à travers une paroi vitrée. On appelait ça des « parloirs/hygiaphones ». La réforme pénitentiaire prévoit l'enlèvement de cette paroi. Mais encore faut-il, et vous le comprendrez, apporter quelques transformations aux anciens parloirs pour des mesures évidentes de sécurité. Les nouveaux parloirs dits libres doivent obligatoirement être équipés, à leur entrée, de portiques de détection dans des locaux relativement vétustes pour certains ce qui pose sinon problème, tout au moins une complication. Mais je le redis, tout devrait être prêt dans quelques mois. D'ici là, nous avons prévu des solutions transitoires de remplacement qui devraient satisfaire nos pensionnaires et leurs visiteurs.

— *Le détenu* : Et puis enfin, il y a ces fameux parloirs libres que tout le monde attend avec la plus grande impatience. Tout le monde sauf certains membres du personnel, syndiqués FO : parloir libre dont tout détenu visité devrait bénéficier depuis fin janvier 83. Volonté humanitaire de la part de notre ministre de la Justice, garde des Sceaux, afin de préserver les liens familiaux. Fait très important entre tous car, au fil des

mois, des années, sans contact aucun avec les visiteurs, ces liens familiaux, affectifs, s'effritent, d'où grave conséquence pour le détenu car il a toutes les chances de se retrouver seul, sans foyer, sans argent, sans domicile et sans emploi à sa libération. Dans de telles conditions, plus fragile encore qu'avant son incarcération, il a 95% de « chances » de récidiver. Et ainsi s'allonge la liste des victimes. Alors qu'en permettant des visites normalement humaines, ce n'est pas là faire preuve de laxisme de la part de M. le ministre de la Justice, comme certains esprits réactionnaires le prétendent ; mais bien au contraire de prévention en donnant la possibilité de préserver les liens familiaux. Car si le directeur de l'établissement l'a compris, il semblerait de toute évidence que des éléments perturbateurs parmi le personnel, affiliés au syndicat FO pénitentiaire pour la plupart, et CGT pour un moindre part (toujours les mêmes lorsqu'il s'agit de progression pour être essentiellement répressifs), s'opposent par tous les moyens à la mise en fonction de ces parloirs libres. Toutes les combines, tous les coups sont bons. Le dernier en date : le responsable de la menuiserie refuse par des moyens détournés, diffus et vicieux, de faire les encadrements de portes, alors que les portes attendent d'être mises en place. Sans cela, pas de parloir possible !

Pas étonnant, dans de telles conditions, que ce chantier demeure au point mort, voire à l'abandon. Que vous y passiez à n'importe quelle heure du jour, jamais personne n'y travaille.

L'installation du portique de protection n'est certes pas une affaire. L'emplacement ? Il y est. Le financement ? Il y est aussi. La main-d'œuvre, elle, est gratuite, étant assurée par les détenus eux-mêmes. N'at-on pas édifié 14 QHS (prisons sophistiquées dans les prisons) en trois mois, rendus opérationnels dans ce même laps de temps ? Pour rendre opérationnels les parloirs libres, une semaine maximum était nécessaire à Toulouse. Bientôt trois mois et rien n'est fini.

La « solution transitoire de remplacement » réside en ceci : les vitres sales de plexiglass, sans acoustique aucune, sans visibilité, auxquelles étaient soumis visiteurs et visités (situation de torture, mais que de joie de part et d'autres) sont remplacées par... des grillages ! Un bond en arrière de vingt ans, car c'est ce qu'il y avait à cette époque. Une trouvaille, quoi !

Mais quoi d'étonnant à cela quand on sait qu'un gardien-chef a clamé bien fort à qui voulait l'entendre : « Ici, il n'y aura pas de parloirs libres tant que je serais là. En tout cas pas pour tout le monde ! »

Sans doute espère-t-il nous faire le coup de la fameuse télévision : dix ou vingt détenus y auront accès sur 350. Et ce, pas avant la fin de l'année au moins.

Ce n'est pas en remplissant les prisons et tous les lieux d'enfermement que les détenteurs du pouvoir, quels qu'ils soient, nous prouveront que la société qu'ils nous imposent est celle qui convient.

Le nombre de détenus à l'intérieur de ces lieux, l'arbitraire et le degré de cruauté mentale et physique qu'ils subissent a toujours été inversement proportionnel au bon fonctionnement économique et social de la société dont ils sont exclus. Une société saine ne peut être qu'une société sans prisons.



ÉCONOMIE SOCIALE : TROISIÈME VOIE ?

La coopération de production

Cette forme de coopération est naturellement celle qui se rapproche le plus des conceptions des premiers socialistes qui voulaient abolir le salariat. Effectivement, dans une coopérative de production, il n'y a plus de salariés — à condition que la coopérative n'emploie pas du personnel non sociétaire, bien sûr ! Cela ne veut pas dire non plus que les sociétaires ne perçoivent pas un salaire. Il faut bien être rétribué d'une façon quelconque. Mais comme le dit encore Charles Gide : « Ce n'est pas du tout à cela qu'on pense quand on parle de l'abolition du salariat. Quand on dénonce le salariat comme une survivance de l'esclavage, ce qu'on vise ce n'est pas une certaine modalité de paiement, ce n'est pas le fait de toucher sa paye à la fin de la quinzaine ou à la fin du mois. Non, c'est le sentiment qu'a le travailleur que tout ce qu'il donnera d'efforts, d'intelligence, d'invention, servira à procurer des profits au patron et à faire sa fortune. »

Dans une société coopérative ouvrière de production (SCOP) ou une société coopérative de travailleurs, le sociétaire est à la fois travailleur-entrepreneur, exécutant et responsable. Outre son métier, il doit exercer les tâches administratives, financières, commerciales, etc., tout ce qui est lié au fonctionnement d'une entreprise. Il est responsable au même titre que ses collègues. Il n'y a pas de patron qui opère un prélèvement capitaliste sur le travail. Cela ne veut pas dire que la coopérative ne doit pas faire de profit, mais ce profit est une propriété collective, résultat du travail de chacun, et réparti au prorata de ce travail. Le danger, maintes fois dénoncé par les organisations ouvrières, c'est que les sociétaires, se renfermant sur eux, deviennent des « néo-petits-patrons », des exploitateurs d'autres travailleurs non-sociétaires, perdant complètement de vue les buts de la coopération. Et c'est bien ce qui s'est déjà passé. Mais quelles sont les idéologies qui n'ont pas connu leurs déviations ? D'autre part, les fonctions hiérarchiques et les rémunérations afférentes ne sont pas abolies. Mais il est vrai aussi que ces sociétés ne sont pas des entreprises libertaires, et il nous appartient d'œuvrer dans ce sens.

Pour résumer, disons que dans une SCOP le capital n'est plus employeur, mais employé, qu'il existe l'égalité de tous dans le pouvoir de décision et que l'actif social de l'entreprise ne peut être en aucun cas partagé entre les sociétaires. Le cas échéant, il doit être dévolu à une autre société coopérative.

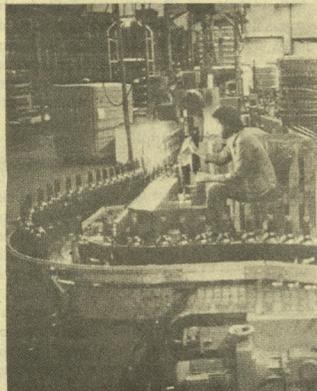
La politique des gouvernements de la droite ayant eu pour effet voulu de faire disparaître quantité d'entreprises, on a assisté ces dernières années à la création de nombreuses SCOP. Le danger d'échec est grand dans ces nouvelles coopératives. En effet, dans ces cas, les travailleurs constituent une coopérative pour la simple raison que tous les autres moyens de maintenir l'entreprise ont échoué. C'est en désespoir de cause que la formule coopérative est employée. D'autre part, les circonstances mêmes de la disparition de l'entreprise (dépot de bilan, manque de trésorerie, etc.) vont exiger pour la relancer des sacrifices de la part des nouveaux coopérateurs, qu'ils ne supporteront pas forcément, car ce n'est pas une « foi » de coopérateur qui est à l'origine d'une telle coopérative. Cependant, très souvent, les travailleurs deviennent motivés et réussissent fort bien.

La coopérative scolaire

La coopérative scolaire compte deux millions de sociétaires groupés dans trente-

six mille coopératives, elles-mêmes réunies dans l'Office central de la coopération à l'école. Les coopératives scolaires sont des sociétés d'élèves gérées par eux-mêmes avec le concours des maîtres, en vue d'activités communes, selon la définition du congrès national de l'Office central lors de son congrès de 1948. Le maître devient un coopérateur parmi les coopérateurs. La coopérative a pour démarche une pédagogie active démocratique axée sur l'élève au lieu de la pédagogie magistrale autoritaire.

La coopération scolaire est organisée sous forme de foyers coopératifs et de coopératives d'établissement. Un conseil départemental des adolescents délègue ses représentants au conseil national des adolescents. Les délégués des sections départementales se réunissent en congrès national annuel pour débattre des options pédagogiques, notamment. Un Institut coopératif de l'École moderne a été créé pour compléter la Coopérative de l'enseignement laïque fondée par Freinet en 1930. L'institut coopératif est lié à l'Office central de la coopération à l'école qui édite de nombreuses publications pédagogiques, parmi lesquelles *Amis-Coop*.



La célèbre verrerie ouvrière de Carmaux.

La coopération agricole

À côté de la coopération agricole, il existe depuis une vingtaine d'années des groupements agricoles d'exploitation en commun. Ces groupements réunissent quatre-vingt mille agriculteurs qui mettent leurs biens en commun, partagent les responsabilités et les revenus en privilégiant le travail sur le capital. Le statut d'exploitant individuel est conservé. Dix associations est le nombre maximum par groupement. Il s'agit surtout de jeunes agriculteurs (moins de trente-cinq ans).

La coopération agricole est composée d'exploitants ; il n'y a pas d'ouvriers agricoles. Elles n'ont donc pas le même caractère que les sociétés coopératives de producteurs, elles ont plutôt celui des sociétés coopératives d'artisans ou maritimes. Mais il convient de considérer que le secteur agricole n'a pas été organisé comme le secteur industriel. Les conditions de vie d'un petit exploitant sont plus proches de celles d'un ouvrier que de celles d'un petit industriel.

Les coopératives agricoles sont très répandues dans le monde, particulièrement dans les pays de l'Est (kolkhozes), en Chine, en Israël (kibboutz).

À elle seule, la coopérative agricole demanderait une étude particulière. Nous nous contenterons de donner quelques chiffres qui évoqueront son importance. Comme toutes les coopératives, les coopératives agricoles appliquent les principes de la coopération : libre adhésion ; égalité du droit de vote ; rémunération limitée du capital. Elles ne peuvent traiter qu'avec leurs adhérents qui doivent uti-

liser les services de leur coopérative. Il s'agit de coopératives d'approvisionnement en produits nécessaires à la production agricole et de coopératives de services, ainsi que de coopératives qui assurent la collecte, le stockage, la transformation et la vente des produits des adhérents. Il n'y a donc pas, comme dans les sociétés coopératives de producteurs, de mise en commun du travail ; dans l'agriculture, ce sont les groupements agricoles d'exploitation en commun qui remplissent ce rôle.

Quatre mille quatre-vingt-douze coopératives agricoles d'achat et de vente regroupent deux millions de sociétaires. Soixante mille administrateurs en assurent la gestion. Sur le plan national, la liaison du mouvement coopératif agricole est assumée par la Confédération française de la coopération agricole qui rassemble elle-même :

- les Fédérations nationales de coopératives spécialisées par branche d'activité ;
- les Fédérations régionales constituées dans chaque région administrative ;
- Promotion-Coopérative composée de trente grosses sociétés coopératives

Etant donné les disparités qui peuvent exister au sein des coopératives agricoles où de gros exploitants côtoient de petits agriculteurs, l'esprit humaniste et « convivial » du coopératisme est quelquefois sérieusement atteint. Mais ce n'est pas toujours le cas...

Pour clore ce chapitre sur la coopération, signalons qu'en 1968 fut créé le Groupement national de la coopération qui réunit tous les secteurs du mouvement coopératif, la mutualité et le crédit mutuel. Ce groupement comprend :

- la Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du Crédit agricole ;
- la Confédération générale des sociétés ouvrières de production ;
- la Confédération nationale des coopératives de consommateurs ;
- l'Union du crédit coopératif ;
- la Confédération de la coopération, de la mutualité et du crédit maritime ;
- la Fédération nationale de la coopération HLM ;
- la Confédération nationale du crédit mutuel ;
- la Chambre syndicale des banques populaires ;
- la Fédération nationale des coopératives et groupements d'artisans ;
- l'Union fédérale des coopératives de commerçants ;
- l'Union nationale des coopératives de transporteurs.

L'ensemble représente onze millions de sociétaires et 350 000 salariés.

Nous venons d'avoir un aperçu du mouvement coopératif. Comme toutes les institutions, il a ses faiblesses, il a connu des déviations de son esprit, mais c'est une forme de production et de distribution qui approche de près les conceptions libertaires. Nous ferons nôtre l'opinion de Georges Bastien exposée à l'article *Coopération* dans *L'Encyclopédie anarchiste* : « La coopération s'avère une nouvelle forme sociale se substituant au régime capitaliste et plus conforme aux besoins et à la mentalité modernes. S'en désintéresser est une erreur. Ne pas voir les possibilités qu'elle présente est une faute. Dans le mouvement coopératif, les anarchistes ont une large tâche à accomplir : combattre les politiciens arrivistes et centralistes ; inculquer l'idéal libertaire et faire entrevoir aux adhérents que la société dont ils font partie, s'ils veulent lui garder son indépendance et son idéal, peut être une des pierres de la fondation de l'édifice social de demain. »

André DEVRIENDT

(Fin de la troisième partie)

La Coopérative ouvrière de production

DES HOMMES NOUVEAUX POUR DES STRUCTURES NOUVELLES

Les sociétés capitalistes forment, naturellement, des dirigeants et des dirigés, car c'est de tels hommes qu'elles ont besoin. La Coopérative ouvrière tente de créer un homme nouveau qui met volontairement les ressources de son initiative individuelle au service de la collectivité de son choix, et se sent d'autant plus directement responsable qu'il est plus profondément solidaire.

Une telle ambition rencontre nécessairement ses échecs. Il n'en demeure pas moins que, seule, la Coopération ouvrière remplit les conditions de cette mutation, que, seule, elle en prend la gageure.

Dès à présent, la Coopérative apporte à tous ceux qui y participent activement :

- une défense collective de l'emploi fondée sur le contrat social coopératif, qui vise l'exercice en commun de la profession des associés et non l'édification d'empires économiques ;
- l'appartenance à un groupe solidaire où le travail n'est plus une morne nécessité, mais une rupture de l'isolement de l'homme dans la société industrielle ;
- un sentiment d'identification du travailleur à l'entreprise et de l'entreprise au travailleur. « Ici, nous sommes chez nous... », « Tout ça est à nous... ». Seuls les travailleurs des Coopératives ouvrières peuvent dire cela. Tant qu'ils ne le disent pas, la Coopérative, même prospère, ne vit pas encore tout à fait et tant qu'ils le disent, la Coopérative n'est pas morte ;
- une possibilité de réalisation de soi-même : on communique, on s'explique, on accède à une vraie formation, on a toutes ses chances de promotion ;
- une possibilité de participation totale : la SCOP est jugée par ceux qui participent à sa vie comme une maison de verre : c'est la condition nécessaire, sinon suffisante, d'une réelle participation multiplicatrice d'énergies ;
- une possibilité d'affirmation personnelle dans le travail : même lorsque l'auto-organisation n'est pas érigée en système, le comportement des travailleurs coopérateurs livrés à eux-mêmes est un comportement de responsables personnellement impliqués, comme cela peut se vérifier quotidiennement sur les chantiers isolés des coopératives du bâtiment ;
- la conviction de ne pas travailler pour l'enrichissement de quelques-uns, mais pour le renforcement d'un outil collectif qui sera transmis aux générations futures.

(Extraits du Manifeste des SCOP — 1975)

(L'Economie sociale)

DÉPUIS déjà quelques années, les grandes idéologies politiques dominantes à la mode du libéralisme, du socialisme, du marxisme... boitent bas. Leur rapport à la réalité est tellement désastreux que le doute a fini par s'insérer dans les esprits. Le doute... puis le désenchantement... puis la méfiance... et de plus en plus le rejet. Pire, on se contente de moins en moins de critiquer les seuls résultats auxquels ont abouti ces grandes idéologies (exploitation de l'homme par l'homme au royaume du capitalisme privé... et l'inverse dans l'empire du capitalisme d'Etat), et on les dénonce désormais en tant que telles d'un point de vue structurel et institutionnel. L'idéologie en tant que pensée globale systématisée est en effet analysée de plus en plus comme un projet préétabli figeant par définition le temps, l'espace, la vie et le changement, comme une mécanique sans âme portant le totalitarisme en elle comme la nuée porte l'orage et comme une pièce maîtresse de l'édifice de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme. Bref, l'idéologie est devenue le « grand satan » ! L'ennemi n° 1 d'une révolution authentique ! Le support principal de la séparation entre théorie de la révolution et pratique de la révolution ! Le tremplin d'une hiérarchisation du processus révolutionnaire privilégiant le discours théorique par rapport à la prati-

La crise des idéologies dominantes

La plupart des idéologies dominantes qui règnent aujourd'hui encore en maître sur la planète sont nées au XIX^e siècle. Le libéralisme, tout d'abord, dans ses différentes versions : conservatrices, parlementaires, républicaines... s'est construit sur les cendres d'un système monarchique qu'il avait jeté à bas en 1789. À une réalité économique, politique, sociale et sociétaria dominée par l'autarcie, l'autocratie, les castes et l'immobilisme, il a opposé un projet global basé sur le développement des forces productives, l'existence d'un certain nombre de libertés politiques, la mise en œuvre d'une démocratie de type parlementaire fonctionnant aux accents de la délégation de pouvoir, la concurrence, le profit, la « mobilité » sociale... Bref, en un mot comme en cent, le libéralisme a été porteur d'un formidable espoir de changement. Et il en fut de même pour le socialisme et le marxisme version léniniste stalinienne ou autres. Le libéralisme en effet, s'il avait contribué à faire émerger une certaine liberté (formelle) au niveau politique, n'en avait pas moins pour autant institué l'esclavage salarial et l'exploitation de l'homme par l'homme. Aussi, en

pire que l'autre. Bref, la réalité, les faits, explosèrent littéralement au visage de ceux qui s'étaient fait les apôtres et les militants de la cause du libéralisme, du socialisme ou du marxisme. Et ce fut la crise de la foi. Une crise qui s'est amplifiée ces dernières années avec la guerre au Vietnam, mai 68, l'intervention de la Tchécoslovaquie, l'invasion de l'Afghanistan, la Pologne bâillonnée, le Salvador martyrisé, l'Amérique latine saignée à blanc, les voix qui montent des goulags... Une crise à propos de laquelle nous avons tout fait pour qu'elle soit la plus profonde possible ! Une crise qui nous réjouit le cœur, donc, car les faux espoirs ont toujours été ce qui pouvait arriver de pire à l'espoir.

La critique des idéologies

Cette crise des idéologies dominantes, cela vient d'être dit, a un caractère éminemment positif. La désillusion est toujours préférable à l'illusion. Et puis cela nous permet de sortir du cycle infernal du manichéisme où tous ceux qui ne sont pas partisans du capitalisme privé se voient immanquablement accusés d'être

la résignation à l'intolérable du présent dans l'attente d'un futur radieux, du sacrifice permanent à une cause grandiose, de la tristesse, de l'ennui et de la séduction (toute l'astuce consistant à caresser la misère dans le sens du poil en lui faisant miroiter les orgasmes futurs des lendemains qui chantent). En un mot comme en cent, la cause de tous nos maux, de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, de l'esclavage salarial, du profit, du cancer étatique, du goulag, des guerres... c'est l'idéologie. Tiens donc !

Par voie de conséquence, la nouvelle révolution ne peut donc qu'être anti-idéologique, anti-projet global, antithéorique, antimilitante... et doit faire dans le parcellaire, le moléculaire, le minuscule et la fête permanente.

De la crise des idéologies à l'idéologie de la crise

Bien évidemment, et seuls s'en étonneront ceux qui se sont tou-

Anarchisme ou barbarie

De toute évidence, si la critique de l'idéologie consécutive à la crise des idéologies a mis le doigt sur un certain nombre de vérités (la logique de la plupart des pensées globales pré-établies à figer le temps, l'espace, la vie, et la révolution, notamment), elle a en revanche mis complètement à côté de la plaque en recopiant à l'inverse le modèle de sa critique, et ce pour la bonne et simple raison qu'elle s'est avérée incapable de replacer la crise des idéologies dominantes dans le contexte plus général de la crise des systèmes sociétaria dominants.

De cela, l'anarchisme a toujours été conscient. Et c'est pour cela qu'il n'a jamais confondu les effets et la cause, la crise des idéologies dominantes et la

THÉORIE ET PRATIQUE DE LA RÉVOLUTION

que ! La piste d'envol de tous les élitismes et de toutes les avant-gardes ! L'aliment de base d'une dialectique de la résignation faisant évoluer le militantisme au rythme syncopé de la misère, du sacrifice, de l'ennui et de la séduction. Et donc, à bas les projets globaux, la théorie, le militantisme... et vive la révolution moléculaire, la pratique et la fête !

Bien évidemment, il ne saurait être question ici de contester la nécessité d'une critique radicale de ces piliers de soutènement du vieux monde que sont les idéologies dominantes, ou de nier le caractère positif de certaines critiques et analyses opérées par les nouveaux croisés de la lutte contre l'idéologie, mais cela étant, comment ne pas être amené à s'interroger devant l'affligeant spectacle de parcellisation à outrance, de délire pragmatique, de réformisme puant, de petite démerde sordide, minable et sinistre que nous offrent les anti-idéologues patentés ou non ? D'une crise généralisée des idéologies dominantes, n'est-on pas passé à une nouvelle idéologie qui ne serait au bout du compte que celle de la crise ? Bref, est-il possible d'échapper à l'idéologie ? Ou bien encore n'est-il pas abusif de mettre toutes les idéologies dans le même sac ? Et l'anarchisme dans tout cela ? etc.

réaction à cette situation, le socialisme et le marxisme opposèrent-ils un projet global de société où l'instauration des libertés économiques et sociales (droit au travail, au logement...) devait compléter les libertés politiques.

Comme on le voit, les idéologies dominantes de cette fin du XX^e siècle se sont édifiées lentement comme des projets globaux, des projets sociétaria englobant aussi bien l'économique que le politique, le social et le moral, alternatifs, en réaction à une réalité sociétaria existante. Et pendant tout le temps où elles sont restées au stade de l'alternative, ces idéologies ont été porteuses d'espoirs immenses.

Puis vint l'heure du test de la réalité. De l'exploitation et de l'oppression sauvages de l'homme par l'homme dans les sociétés où régna en maître le capitalisme ou régna en maître le socialisme d'Etat. Et alors, les choses changèrent du tout au tout. Nombreux furent alors ceux qui découvrirent qu'en croyant se battre pour la République... ils servaient en fait de chair à canons aux grands monopoles. Et nombreux furent également ceux qui découvrirent qu'en croyant lutter contre l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme, ils se battaient en fait pour la mise en œuvre d'une autre exploitation et d'une autre oppression de l'homme par l'homme, peut-être

partisans du capitalisme d'Etat, et vice versa.

Très vite cependant, les sujets-objets de la crise des idéologies dominantes, les déçus du capitalisme privé, et surtout les déçus de l'Etat ont poussés leurs critiques des idéologies dominantes jusqu'aux espaces infinis d'une critique de l'idéologie. Le drame des idéologies dominantes, se sont-ils mis alors à nous expliquer, réside dans le fait qu'elles sont des idéologies. Or, toutes les idées sont des pensées globales systématisées et pré-établies qui ont la prétention de penser, d'organiser, d'administrer et de régenter l'ensemble du champ social et sociétaria, c'est-à-dire tout à la fois le politique, l'économique, le social et le quotidien. Et comme tels, ce sont des systèmes de pensées et d'idées qui sont clos, qui sont imperméables à toute critique ou remise en cause et qui, par conséquent, ne peuvent que figer le temps, l'espace, le mouvement, la vie et la révolution. Bref, les idéologies sont donc des cimetières qui charrient les cadavres à la pelle et, de par leur nature profonde, leur logique structurelle et institutionnelle, elles remplissent une fonction nécessairement contre-révolutionnaire. L'échec du capitalisme privé et celui du capitalisme d'Etat s'inscrit en plein dans cette problématique de l'idéologie. L'idéologie, toutes les idéologies, sont porteuses d'une hiérarchie entre théorie et pratique privilégiant le théorique, d'une division dirigeants-dirigés, penseurs infaillibles, — militants de base, exécutants, avant-gardes détrencés de la vérité scientifique — masses incultes, et d'une logique du militantisme aux couleurs de

jours étonnés de tout pour ne s'être jamais étonnés d'eux-mêmes, cette stratégie de la nouvelle révolution anti-idéologique qui est actuellement l'apanage du nouveau mouvement social (lutttes écolos, de libération sexuelle, de femmes, éducatives, régionaliste...) a débouché sur un gachis absolument phénoménal.

Le refus de toute pensée globale a engendré une absence complète de pensée, un émiettement à tout crin, une logique de la parcellisation, une systématique de pratiques sans perspectives, et cela va de soi, une propension à la marginalisation et au réformisme. La haine du militantisme a mené droit au dilettantisme, au manque de ténacité et au gaspillage des énergies... Bref, sur la base d'une critique de l'idéologie, du carcan des pensées globales pré-établies... on est passé carrément au sinistre de l'éparpillement et au sordide de la petite démerde. De l'incapacité à comprendre que la crise des idéologies dominantes n'était qu'un des aspects de la crise des systèmes sociétaria qui secrètent ces idéologies, on s'est fourvoyé dans l'impasse de l'apologie de la crise. Car, qu'on ne s'y trompe pas, cette fragmentation systématique des révoltes de tous ordres n'est pas faite pour déplaire au système dominant. Bien au contraire. C'est bien connu, mieux vaut avoir à faire à cinquante adversaires, divisés, qu'à cinquante adversaires unis, coordonnés ou fédérés.

Et puis, ce n'est un secret pour personne, la société dualiste, avec un centre en forme de citadelle de la hiérarchie, de l'exploitation, du profit, de l'Etat... et une périphérie occupée par la marge bariolée des innovateurs économiques, sociaux ou politiques, ça arrange bougrement un capital en pleine phase de restructuration ! Eh oui !

crise des systèmes dominants. Et donc, tout en critiquant les idéologies dominantes, il ne s'est pas polarisé outre mesure sur le problème de l'idéologie. Mieux, l'anarchisme se revendique lui aussi de l'idéologie. Il estime qu'une pensée globale systématisée est une nécessité dans le cadre d'une lutte généralisée contre le vieux monde. Que cela permette de se fixer des objectifs dans le temps. D'unifier, de coordonner et de fédérer un ensemble de luttes spécifiques et fragmentaires pour aboutir à l'inévitable rupture avec le système existant. Et que cela n'est nullement synonyme d'une pensée figeant le temps, l'espace, la vie et la révolution, d'une hiérarchisation entre théorie et pratique de la révolution, d'une propension à l'avant-gardisme, au militantisme triste...

Bref, pour peu que l'on veuille s'en donner les moyens, il est possible de s'approprier ce qu'il y a d'intéressant dans les idéologies dominantes et de se garder de ce qui en fait des chiens de garde des systèmes dominants. Une pensée globale systématisée qui ne fige pas le temps, c'est possible. Une logique de l'unité qui n'uniformise pas, c'est possible : ça s'appelle le fédéralisme libertaire. Une théorie qui se nourrit de la pratique et qui la secrète simultanément, c'est possible...

L'anarchisme, c'est tout cela. Et bien plus encore. La dernière chance de changer non pas seulement les idéologies dominantes mais également les systèmes dominants pour les remplacer par un monde nouveau dominé par la liberté, l'égalité et l'entraide...

Qu'on ne s'y trompe donc pas : l'opposition entre idéologie et non idéologie, théorie de la révolution et pratique de la révolution est de l'ordre du culturel, du conjoncturel et non du naturel et du structurel. L'anarchisme en apporte la preuve. Il permet de dire aux uns et aux autres (après en avoir modifié le contenu habituel) : je t'aime mon amour !

Jean-Marc RAYNAUD

NICARAGUA

Les somozistes contre-attaquent

LORSQUE en 1972, le Front sandiniste de libération nationale lance l'insurrection contre la dictature du général Anastasio Somoza, chef de la garde nationale, peu de gens croient sérieusement que les sandinistes ont une chance de renverser le régime. A cette époque, le clan Somoza possède les deux tiers du potentiel économique nicaraguayen. Ne bénéficiant d'aucun soutien populaire, le général Somoza règne par la terreur que fait subir la garde nationale, avec l'aide très intéressée des Etats-Unis, évidemment... Le pouvoir despotique du clan Somoza dure depuis les années trente. Les opposants politiques sont torturés et exécutés directement dans le palais présidentiel et dans les locaux de la garde nationale. Des milliers de personnes ont ainsi été « effacées »...

En 1979, le vent a tourné. Le Nicaragua est en pleine guerre civile. De toute l'Amérique latine, des volontaires rejoignent les « muchachos » du FSLN... Des anarchistes seront du lot... Les sandinistes deviennent le symbole de la lutte antifasciste et anti-impérialiste pour tous les opprimés...

En juillet 79, le dictateur est abattu, la garde nationale en déroute fuit le Nicaragua... C'est l'espoir pour le peuple nicaraguayen...

Les sandinistes se retrouvent au pouvoir. Fondé en 1961 par des marxistes « critiques », le FSLN, minoritaire, a fait preuve durant la guerre civile d'une volonté d'ouverture et de modération... Le nouveau gouvernement reste donc sur ces positions. Au sortir de la guerre, le Nicaragua compte, sur deux millions trois cent mille habitants, un million de personnes menacées de famine, sept cent cinquante mille sans-abris... et cinquante mille morts. Tout est à faire...

Alors que le nouveau gouvernement se débat avec les difficultés, le cul entre deux chaises (capitalisme privé et capitalisme d'Etat), le peuple, comme dans toute révolution, n'attend pas des siècles pour parler au plus pressé. Des comités d'usines et de quartiers, créés durant l'insurrection, organisent en coordina-

tion ravitaillement, écoles, milices de défense, hôpitaux, reconstruction, contrôle des prix, lutte contre le trafic et le marché noir, etc.

Dans de très nombreux cas, les idées libertaires se sont mises spontanément en pratique. Sans attendre les mesures gouvernementales, les comités s'emparent des terres et des logements, selon le vieux et toujours efficace principe de l'organisation de « bas en haut »...

Sans pratiquement aucune aide internationale, le Nicaragua tente de se relever... (la production agricole a baissé de 50%, le potentiel de production de 60%).

Mais alors que les premières mesures gouvernementales correspondaient aux désirs populaires exprimés durant la guerre civile et après la victoire, les sandinistes vont peu à peu commencer à freiner l'élan révolutionnaire : dissolution des comités d'usine et agricoles, protection de la grande propriété privée, mise en place d'un collectivisme agricole semblable à celui des pays de l'Est, restitutions de terres confisquées aux propriétaires, etc.

Certes, il est très difficile de se maintenir pour un petit pays venant de sortir de la dictature, économiquement ruiné, épuisé par la guerre, ne bénéficiant presque pas de l'aide internationale, menacé par l'aigle américain (par somozistes interposés...). Mais détruire toutes les réalisations populaires, stopper toutes les initiatives révolutionnaires, au nom de l'intérêt national, c'est ouvrir la voie aux fascistes... Et le résultat ne s'est pas fait attendre.

Les somozistes, réfugiés après la révolution sandiniste au Honduras, ont lancé une offensive tous azimuts dans ce pays, avec le soutien appuyé des Etats-Unis. Dans le nord et le centre du Nicaragua, des attaques militaires répétées ont déjà fait une centaine de morts... La radio du FDN (Front démocratique nicaraguayen, somoziste) annonce régulièrement que ses troupes ont pris plusieurs localités. Le gouvernement nicaraguayen s'attend « à une attaque de très grande envergure » et a saisi le conseil de sécurité de l'ONU, où les Etats-

Unis se sont trouvés isolés. Leurs alliés latino-américains ne les suivant pas (les Européens non plus d'ailleurs, à l'exception de la RFA, plus nuancée), ou du moins pas ouvertement, tant la « responsabilité » de la CIA dans le conflit est évidente..., comme d'habitude.

Face aux partis somozistes armés, face à l'armée hondurienne qui leur fournit matériel militaire et camps d'entraînement, et qui appuie aussi directement les opérations en territoire nicaraguayen, face aux Etats-Unis qui vont aller jusqu'au bout pour écraser les sandinistes, le peuple nicaraguayen va devoir reprendre les armes...

Malgré les déclarations de « solidarité » de certains pays européens, comme la France (même type de déclarations humanistes que celles destinées au peuple polonais), le conflit semble inévitable.

Les dernières négociations à l'ONU, où le Nicaragua accepte un dialogue avec le Honduras, ne dupent plus personne. Reagan sait parfaitement ce qu'il veut, et comment l'obtenir... Reagan ne fait pas dans la dentelle.

Si les anarchistes ne se font pas d'illusion sur le régime sandiniste, en revanche ils ne peuvent rester indifférents devant la lutte d'un peuple pour son indépendance, comme c'est le cas du peuple nicaraguayen.

Le FSLN a détourné la révolte populaire, c'est certain. Fortement inspiré du castrisme, les sandinistes ont établi la « démocratie directe » qui, selon eux, consiste à contrôler totalement tous les mouvements de masse et les syndicats.

Reste le combat révolutionnaire qui va peut-être commencer.

Depuis 80, le FSLN a dû faire face à de nombreux conflits sociaux (grèves, occupations d'usines). En mars 82, l'état d'exception a été déclaré pour contrer l'agitation sociale. La révolte populaire, qui a renversé le général Somoza, ne se laisse pas facilement museler.

C'est dans cette révolte du peuple que les anarchistes se reconnaissent.

Gilbert



Le nouvel enjeu des impérialismes

LA recrudescence des agressions frontalières, la mort du docteur Pierre Grosjean, coopérant français, le 27 mars dernier au cours d'une attaque des commandos anti-sandinistes, ont subitement remis le Nicaragua au premier rang de l'actualité et en font un nouveau point chaud où s'affrontent les impérialismes américain et soviétique.

L'intervention américaine

L'omnipotence américaine qui règne par l'intermédiaire de gouvernements fascistes, corrompus jusqu'à la moelle en Amérique centrale comme en Amérique latine, commence à se fissurer. Après Cuba, le Guyana, l'île antillaise de Grenade, le Nicaragua, la guérilla au Salvador marque des points contre un régime soutenu à bout de bras par les Etats-Unis, à grand renfort de crédits et de conseillers militaires. Soutenant et organisant une force armée nostalgique de l'ancien dictateur Somoza basée au Honduras, l'administration Reagan dissimule de moins en moins son intention de faire du Nicaragua le point de départ d'une offensive destinée à stopper l'implantation de régimes pro-soviétiques dans cette région du monde, et ce avec d'autant moins de scrupules que les impérialismes se nourrissent et se justifient l'un par rapport à l'autre.

Pourtant, une part croissante de la presse et de l'opinion américaine conteste les augmentations de crédits destinés à soutenir des régimes fascistes, à en renverser d'autres au nom d'un « monde libre » dont on sait ce qu'il recouvre. Une loi a été adoptée en 1982 par le Congrès américain interdisant d'assister financièrement et matériellement les partisans de l'ancien dictateur Somoza. Mais l'administration Reagan est au-dessus de ces contingences : la raison d'Etat ne prime-t-elle pas sur toute autre considération ?

L'aide soviétique

Isolé dans cette Amérique centrale traditionnellement martelée par les bottes militaires, le Nicaragua cherche des appuis diplomatiques, intervient à l'ONU, reçoit des soutiens officiels tels ceux de la Lybie, de Cuba et surtout de l'URSS. A la fin mars, au cours d'une visite officielle à Moscou, Ortega — chef du gouvernement nicaraguayen — a été reçu par Youri Andropov en personne et lui a assuré qu'un tiers des membres de son gouvernement étaient de fervents admirateurs du modèle soviétique. Et si tous les membres de la coalition gouvernementale ne sont pas pro-soviétiques, il n'en reste pas moins que l'escalade caractéristique de genre de situation, dont le contrôle direct échappera rapidement des mains du gouvernement sandiniste, bouchon de liège ballotté dans l'océan des intérêts des super-puissances. Le Nicaragua est en passe de se faire enserrer par le tentaculaire Etat soviétique, démarche qui aboutira, à force de subventions et de soutiens matériels directs, à jeter le pays sous le contrôle du Kremlin, quelques années après qu'il se soit débarrassé d'un dictateur aux ordres de la Maison blanche.

Un impérialisme en cache un autre

D'ailleurs, au cours de cette même visite d'Ortega à Moscou, Andropov lui a confirmé au nom de l'URSS sa « solidarité sincère avec le peuple nicaraguayen » et « son soutien politique et une assistance matérielle ».

La boucle est bouclée : inquiétude des Etats-Unis, renforcement de l'aide soviétique, tentatives de déstabilisation, etc. ; schéma classique d'un petit pays qui se libère d'une clique fasciste, mais qui refuse de rompre radicalement avec le traditionnel modèle étatique, dirigé par des juntes dites révolutionnaires qui ont maintes fois prouvé leur incapacité à jeter les bases d'une société égalitaire et sans exploitation, et de surcroît bien incapables d'assurer une indépendance vite aspirée par le maelström des impérialismes. A vouloir considérer que la prédominance de l'Etat est indispensable à une transformation révolutionnaire, le peuple nicaraguayen, comme tant d'autres, va goûter aux joies de l'assistance soviétique, dont l'altruisme douteux aboutit par mimétisme à l'établissement d'un mode d'exploitation à l'image de sa puissance dominatrice.

La dernière conférence du mouvement des « pays non alignés », débutée le 7 mars à New Delhi, en Inde (mouvement qui regroupe 97 membres dont des pays aussi peu alignés que Cuba !), a prouvé une fois de plus, par-dessus des clivages relatifs aux préoccupations locales et certains artifices de langage, que le monde est bien coupé en deux par la logique des blocs : les « modérés » vers les Etats-Unis, les « progressistes » vers l'URSS, petits Etats sous la coupe des plus puissants.

La destruction de l'Etat, par l'organisation structurelle des pouvoirs de décision sur la base du fédéralisme, du contrat, de l'autonomie des communes et des groupes de producteurs enfin libérés du salariat, vers l'internationalisme, est la seule perspective cohérente pour casser cette fatalité et ouvrir une brèche dans ce partage mondial dont le capital et l'étatisme sont les seuls bénéficiaires. La lutte pour la révolution sociale et la lutte contre l'impérialisme passent par le même chemin, contre un ennemi commun : l'Etat, au Nicaragua comme ailleurs.

B. ROUSSELOT

SUISSE

L'avenir nucléaire passe par Kaiseraugst

1983 et 1984 seront deux années importantes pour l'avenir de l'énergie nucléaire en Suisse, et la bataille engagée autour de la construction de la centrale de Kaiseraugst (région de Bâle) prend valeur de symbole.

Actuellement, quatre centrales fonctionnent (Mühleberg, Gösgen, Beznau I et II), et plusieurs autres devaient être construites d'ici la fin du siècle... mais l'opposition de la population au nucléaire s'est amplifiée ces dernières années, et il n'est plus du tout certain que Kaiseraugst, prochain maillon de la chaîne atomique, soit un jour construite.

Une bataille législative

Les deux chambres du Parlement fédéral doivent se prononcer en 1983 pour ou contre la construction de cette centrale : le Conseil des Etats (la voix des nombreux cantons peu peuplés), notoirement réactionnaire, et le Conseil national (la voix des cantons à forte population), tout de même plus critique, sans être progressiste pour autant.

Fin janvier, le Conseil des Etats a déjà pris parti à une forte majorité (trois contre un) en faveur de la centrale. Ce vote était attendu et ne constitue pas une surprise.

Quant au Conseil national, il prendra sa décision dans quelques mois. L'issue est incertaine.

Les querelles au sein du pouvoir législatif sont intéressantes à suivre, mais si le verdict sera important, il ne sera peut-être pas déterminant.

En effet, une initiative populaire « anti-atomique » a abouti, et le peuple sera appelé aux urnes en 1984. L'initiative prévoit, si elle est acceptée, l'interdiction de construire de nouvelles centrales et de remplacer celles déjà existantes quand elles auront cessé de fonctionner. L'éventuel double oui à Kaiseraugst du Parlement pourrait ainsi être annulé par cette votation populaire. En revanche, si le peuple rejette l'initiative, il est à craindre que la voie soit libre pour les promoteurs qui ont encore trois autres centrales dans leurs classeurs : Graben, Leibstadt et Verbois.

Dans ce contexte, il est clair qu'un choix du Parlement en faveur de Kaiseraugst, ajouté à l'appui du Conseil fédéral (gouvernement), inciterait la popula-

tion à rejeter l'initiative. Mais un récent sondage fait apparaître que 60% de la population suisse est hostile au nucléaire. Et comme à l'automne auront lieu les élections législatives au niveau fédéral, il est des parlementaires qui doivent se sentir le cul entre deux chaises.

Les mouvements antinucléaires et écologistes sauront-ils profiter de cette situation qui peut leur être favorable pour élargir leur audience ? C'est possible...

Ils ont déjà prouvé en certaines occasions que leurs thèses étaient mobilisatrices,

« antis » : le besoin, la sécurité et le choix de société.

Le besoin

Les promoteurs et les politiciens qui les défendent assurent que la Suisse serait plongée dans l'obscurité (et l'obscurantisme) si le processus nucléaire était stoppé. C'est ce qui ressort clairement des rapports d'experts utilisés par les chambres pour se forger une opinion objective et sans subir de pressions. Le livre de chevet des politiciens est le rapport de la Commis-

s'il fallait croire les experts des promoteurs, nous en serions déjà depuis belle lurette à nous éclairer avec des chandelles. Il est évident enfin qu'une grande partie des besoins pourraient être couverts par les sources déjà existantes et par des installations de petites tailles, décentralisées, diversifiées, et grâce à une utilisation rationnelle. L'indépendance énergétique, si chère à nos citoyens frileux, s'en trouverait également renforcée.

Ces propositions vont bien entendu à l'encontre du lobby

déjà considéré comme défavorable par les expertises de 1967 et 1972 » (cité par *Tout va bien Hebdo*). Nos enfants trouveront bien une solution, ou alors tant pis pour eux.

Le stockage des déchets nucléaires n'est pas résolu, et pas près de l'être (actuellement, la Suisse exporte ses déchets). Les forages visant à trouver dans le sous-sol helvétique des possibilités de stockage sont entravés par de très fortes oppositions des populations du des-

us. Petit clin d'œil quand même aux naïfs : une variante sans tours de refroidissement pourrait être envisagée à Kaiseraugst (afin qu'elles ne cachent pas la mer ?) : c'est l'eau du Rhin qui serait utilisée pour le refroidissement. Les Français et les Allemands qui habitent le long du Rhin seront enchantés !

Le choix de société

Le refus de la société atomique que veulent nous imposer les puissances capitalistes ne peut bien entendu pas se limiter à la « fatalité » de la clause du besoin ou aux problèmes de sécurité. Il s'agit avant tout d'un choix politique, d'un choix de société. Il est évident qu'opter pour l'énergie nucléaire, c'est opter pour une société hiérarchisée et centralisée, où les pouvoirs économiques et politiques tendent à se confondre, où le sort des populations dépend complètement du bon vouloir d'une mafia de technocrates... Ce type de société est à rejeter comme un cancer bien plus grave que ceux que provoqueront les fuites radioactives.

Le résultat du référendum qui sera organisé courant 84 risque de modifier la politique énergétique de l'Etat helvète. L'Etat arrondit les angles en sachant utiliser toutes les ficelles démocratiques (le référendum en est un bel exemple), afin d'assurer sa pérennité et par là même celle du capitalisme.

Ph. L. (Genève)

Post-scriptum : les rats quittent le navire : EDF possédait 20% de la société promotrice de Kaiseraugst, mais vient de se débarrasser d'une grande partie de ses actions, ne gardant que 7,5%. Déjà vingt ans de tergiversations pour une centrale qui ne se fera peut-être pas, ça coûte cher !



Charge de police contre des manifestants antinucléaires à Gagen.

par exemple en organisant en quelques heures une manifestation avec dix mille participants pour protester contre le vote du Conseil des Etats (il est vrai que cette manifestation a eu lieu à Bâle, bastion antinucléaire). Ils pourraient également profiter d'une légère division au sein des partis de droite, pro-nucléaires : plusieurs notables de ces partis sont des antinucléaires affirmés... Ils représentent « l'alibi écolo » de ces partis (pudiquement appelés « les humanistes » par rapport aux « économistes »).

A part cela, il ne devrait pas y avoir de grandes surprises : les latins, les populations voisines des centrales et certaines grandes villes alémaniques (Bâle, Zürich) voteront pour l'initiative antinucléaire... sauf modification des données d'ici 84.

Trois pommes de discorde opposent les « pros » et les

sion de la conception globale de l'énergie (GEK) qui prône le nucléaire. Ce rapport est scientifiquement douteux, refusant par exemple de tenir compte de la qualité de l'énergie, ne conservant pour base que l'aspect quantitatif. Un autre rapport, intitulé *Projet énergie*, n'a pas été publié ni distribué aux parlementaires car — bien que n'étant pas à proprement parler antinucléaire — il pose des questions fondamentales gênantes (sur les économies, la centralisation, le rendement...) qui remettent en cause les thèses officielles. Ce *Projet énergie* a coûté cinq millions de francs suisses pour ne pas être utilisé... Bel exemple d'économie d'énergie !

Les antinucléaires font remarquer que les prévisions sont pour le moins aléatoires, et que

électrique qui encourage le gaspillage d'énergie pour en prouver le besoin (tarifs dégressifs, par exemple).

La sécurité

Il n'est pas nécessaire de revenir sur les querelles d'experts. Tant de choses ont été dites, et le débat actuel n'apporte rien de bien nouveau... L'optimisme béat des promoteurs du nucléaire, pour qui la santé de l'économie aujourd'hui prime sur la santé de la population demain, n'est en rien ébranlé par ce document pourtant pro-nucléaire qui dit, à propos de Kaiseraugst : « le site est plus défavorable que d'autres sites en Suisse en ce qui concerne l'intensité sismique supposée et ses données tectoniques (...). En ce qui concerne la densité de la population, le site était

Quelques journaux et revues étrangers en vente à la librairie du Monde libertaire

ESPAGNE :		ANGLETERRE :		<i>Sennaciulo</i> 5 F
<i>Tierra y libertad</i> , mensuel de la FAI 3 F	<i>Freedom</i> , hebdomadaire anarchiste 3 F	<i>Librecana ligilo</i> 3 F		
<i>Ideas</i> , revue culturelle 6 F	ETATS-UNIS :	R.F.A. :		
<i>Cenit</i> 5 F	<i>Strike</i> 4 F	<i>Direkte Aktion</i> , FAU 3 F		
<i>Adarga</i> 6 F	<i>Industrial Worker</i> 3 F	CANADA :		
<i>El combate sindicalista</i> , numéro spécial 10 F	SUISSE :	<i>Open Road</i> 5 F		
<i>CNT</i> , mensuel de la confédération 6 F	<i>Le Réveil anarchiste</i> , mensuel de la Fédération des Montagnes 6 F	IRLANDE :		
<i>Solidaridad obrera</i> 3 F	BELGIQUE :	<i>Outta Control</i> 2 F		
ITALIE :	<i>Alternative libertaire</i> , numéro spécial sur l'anarchisme 10 F	SUÈDE :		
<i>Umanita nova</i> , hebdomadaire de la FAI 3 F	EN ESPERANTO :	<i>Comunidad</i> 6 F		
<i>L'Internazionale</i> , mensuel des GIA 3 F	<i>SAT-Amikaro</i> 5 F	PORTUGAL		
<i>Autogestione</i> , revue trimestrielle anarcho-syndicaliste 15 F		<i>A Batalha</i> 3 F		
<i>A Rivista anarchica</i> , mensuel anarchiste 6 F				

L E Premier Mai tombe un dimanche : pas de chance ! — pensent ceux pour qui cette date n'évoque qu'un jour férié comme un autre. Un jour de plus à se prélasser au lit. Pour d'autres, c'est la fête du Travail, comme il y a la fête des Mères ou de la bière en Allemagne. L'occasion d'offrir un brin de muguet à ses voisins ou à son chef de service !

La célébration internationale de l'événement semble bien être le seul aspect original : à Moscou, sur la place Rouge, les dernières armes de l'armée populaire seront présentées aux nouveaux tsars ; en Pologne, les maigres troupes des syndicats officiels se prosterneront devant un général ; pendant ce temps, la milice brisera la formation des cortèges de Solidarność.

En France, la CGT, la CFDT et la FEN, miraculeusement réunies, manifesteront avec prudence contre les dernières ordonnances, tout en considérant que la rigueur de gauche, est préférable à l'austérité de droite. A Paris, place de la Bastille, les militants et les sympathisants de la Fédération anarchiste se rassembleront pour affirmer que le combat pour une société sans classes et sans Etat est toujours actuel, et — face au protectionnisme, à la xénophobie, au racisme — que les travailleurs n'ont pas de patrie.

Pour certains, le Premier Mai est dépassé, puisque sont finis les Premier Mai de combat.

Si bon nombre d'entre eux furent prétexte à des accrochages avec les cognes, le Premier Mai, historiquement, est tout à la fois une démonstration, une commémoration, une fête, une affirmation. Dès le début, ce fut une date symbolique :

1^{er} MAI JOUR DE LUTTE

ALBERT R. PARSONS

ALBERT R. Parsons parla huit heures devant le tribunal. Sa déclaration vaut la peine d'une longue citation :

« Votre verdict est un verdict de passion, engendré par la passion, alimenté par la passion. Qu'est la passion ? C'est la suspension de la raison, des éléments de discernement et de justice nécessaires pour arriver à la connaissance de la vérité. Vous ne pouvez pas nier que votre jugement est le résultat de la campagne odieuse de la presse bourgeoise, des capitalistes, des exploités du travail. Il y a dans les Etats-Unis 16 200 000 ouvriers, suivant le dernier recensement. Ceux-ci sont ceux qui par leur travail créent toute la richesse de ce pays... Parmi ceux-là, il y a seulement neuf millions d'hommes.

Comme travailleur, j'ai exposé ce que je croyais juste, les clammeurs de la classe ouvrière ;

j'ai défendu son droit à la liberté et la libre disposition de son travail ou du fruit de son travail, comme elle l'entendra. Je crois que les représentants des millionnaires de Chicago, de l'association des citoyens de Chicago, vous réclament notre suppression immédiate au moyen d'une mort ignominieuse. Eux d'un côté, nous de l'autre ! Vous vous levez et vous représentez la justice. Et quelle est donc cette justice qui porte au gibet des hommes contre lesquels on n'a pas de délit à reprocher ? Comme l'a si bien dit Fielden, on nous a accusés ostensiblement d'assassinat et on nous condamne comme anarchistes. Très bien, je suis anarchiste.

Qu'est le socialisme et l'anarchie ?

Brièvement définis, c'est le droit des producteurs à l'usage libre et égal des instruments de travail et le droit au produit de ce travail. Voilà ce qu'est le socialisme.

L'histoire de l'humanité est progressive. Elle est en même temps évolutionniste et révolu-

tionnaire. La ligne qui divise l'évolution et la révolution n'a jamais pu être déterminée. Evolution et révolution sont synonymes. L'évolution est la période d'incubation révolutionnaire. La naissance c'est une révolution ; le développement c'est l'évolution.

Primitivement, la terre et les autres richesses naturelles appartenait à tous les hommes. Bientôt, grâce au viol, au vol et à la guerre, un changement se produisit. Plus tard, la société se divisa en deux classes, maîtres et esclaves. Ensuite vint le système féodal et de servitude. Le prolétariat naquit à la Révolution française de 1789-93. Le XVI^e siècle fut le siècle de la lutte pour la liberté religieuse, et aujourd'hui, suivant les lois éternelles du progrès et de la logique, la lutte est purement économique et industrielle et tend à la suppression du prolétariat, de la misère, de la faim et de

l'ignorance.

La question sociale est surtout la question du pain dont nous avons besoin pour vivre. Elle a ses bases scientifiques. Le capital artificiel est ce qui a été volé au travail. La fonction du capital se réduit actuellement à s'approprier et à confisquer pour l'usage exclusif de quelques-uns le produit de l'énergie de travail des travailleurs dont l'existence est assurée par la vente de cette énergie aux capitalistes.

Et qu'est-ce que le travail ? Le travail est l'expression de l'énergie et du pouvoir producteur. Cette énergie et cette faculté doivent être vendues à une autre personne et c'est cette vente qui constitue l'unique moyen d'existence pour l'ouvrier. Les soies, joies et palais sont pour les autres. Le reste de son travail lui est volé pour aller grossir les accapareurs du capital.

Il n'y a pas d'effets sans causes. Le socialisme est l'effet de cette injustice sociale. Le socialisme invite tous les peuples à raisonner, examiner, discuter,

chercher, afin qu'ils connaissent tous les faits sociaux qui produisent la faim, l'ignorance et le crime.

Nous désirons que toutes les forces de la nature, que toutes les forces sociales, que toutes les forces gigantesques, produit du travail des générations passées, soient mises à la disposition de l'homme et soumises à l'homme pour toujours.

Ceci et non autre chose est l'objectif du socialisme.

Vous croyez, messieurs que lorsque nos cadavres pendront au gibet, tout sera fini ? Vous croyez que la guerre sociale aura cessé lorsque vous nous aurez étranglé sauvagement ?

Ah non ! Au-dessus de votre verdict, il y a celui du peuple américain et du monde entier, pour vous démontrer votre injustice et les injustices sociales qui nous mènent au gibet.

Lorsque je vis qu'on avait fixé le jour de ce procès, comme je me jugeais innocent, je vins sans hésiter dans cette ville. Même à ce moment je ne m'en repends pas. Je ne demande pas de clémence, mais justice. »

MICHEL SCHWAB

« **J** E parlerai peu, dit Michel Schwab, et je n'aurais pas dit un mot si mon silence ne pouvait pas s'interpréter comme une lâche acceptation de la comédie qui vient de se dérouler. Vous dites que l'Anarchie est poursuivie, mais l'Anarchie est une doctrine hostile à la force brutale, opposée au système criminel actuel de production et de répartition des richesses. Vous m'accusez à mort pour avoir écrit des articles et prononcé des discours... Vous parlez d'une gigantesque conspiration !... Un mouvement n'est pas une conspiration et nous avons tout fait à la lumière du grand jour... Nous annonçons un changement dans tous les pays de production industrielle, et ce changement peut ne pas se produire. Tous les jours on commet des assassinats. Les enfants sont sacrifiés inhumainement, les femmes périssent par de rudes travaux. Je n'ai jamais vu que les lois punissaient ces crimes... Des milliers d'ouvriers vivent à Chicago dans des habitations insalubres, sans air, ni espace suffisants. Deux ou trois enfants, avec père et mère, vivent en se substantiant de crasses... N'est-ce donc pas horrible, dans une société qui se prétend civilisée ? Le socialisme doit être la propriété du peuple... Quatre heures de travail par jour seraient suffisantes pour produire le nécessaire à une vie confortable. Il resterait donc du temps pour être consacré à la Science et à l'Art. C'est une erreur que d'employer le mot Anarchie comme synonyme de violence, car les deux choses sont opposées. Nous propageons aussi la violence, mais seulement contre la violence, comme moyen nécessaire de défense. »



LES RAISONS DE LA COLÈRE

Tous les mercredis, de 19 à 20 h, sur Radio-Libertaire

NOTES DE LECTURE

« Noir et Rouge » (anthologie 1956-1970)

Editions Acratie et Spartacus

Le problème central des anthologies, c'est bien connu, réside dans le choix des textes. Pourquoi certains et pas d'autres, et pourquoi d'autres et pas certains.

Bien évidemment, cette anthologie de *Noir et Rouge* n'échappe pas à cette problématique. Certains textes sont sans grand intérêt, et d'autres ne figurent pas. Enfin !

Cela étant, cette anthologie est intéressante à plus d'un titre. Que l'on ait été partisan ou adversaire de *Noir et Rouge*, force est en effet de reconnaître que cette revue a occupé une place importante dans l'histoire récente du mouvement anarchiste français. D'une part, c'est une revue qui a duré quatorze ans, de 1956 à 1970. Qui a commencé en tirant cinquante exemplaires ronéotés pour terminer à un tirage de trois mille cinq cents. Et d'autre part, par les sujets qu'elle a abordés, par la manière dont elle les a abordés et par son rapport à l'ensemble du mouvement anarchiste organisé et inorganisé.

Bref, *Noir et Rouge* fait partie de l'histoire et, à ce titre, il est important que les jeunes générations puissent avoir connaissance des principaux textes de cette revue, même si ces textes sont critiqués par rapport à la Fédération anarchiste et si nous avons été amenés à les critiquer et à les combattre en leur temps. Je le dis et je le répète, *Noir et Rouge* fait partie de l'histoire et même de notre histoire, et c'est une bonne chose que nous puissions faire l'autopsie de son cadavre.

Dans ces conditions, il est dommage que dans quelques préfaces à ce recueil de textes (seule celle de J.-P.D., Jean-Pierre Du-teil vraisemblablement, ne sombre pas dans ce travers), certains zombies morts vivants n'aient rien trouvé de mieux, un pied dans la tombe et l'autre dans le désert glacé d'une imbécillité sans espoir, que de cracher encore une fois au visage de la Fédération anarchiste et de baver sur Maurice Joyeux. C'est con. Bête. Pitoyable... et inutile.

Enfin ! Ne nous laissons pas aller à tirer sur des ambulances ! Car ce livre, qui est une page de notre mémoire, est à lire. Même s'il convient de rester critique par rapport à ce qui y est développé.

Et puis, en le lisant, en passant par-dessus les flots de fiels de ces préfaciers d'outre-tombe, c'est encore la meilleure manière de les enterrer une deuxième fois.

Jean-Marc RAYNAUD

UNE émission préparée et animée par des militantes de la Fédération anarchiste qui se préoccupent des problèmes des femmes, sans tomber dans les sentiers battus du féminisme classique. Avortement, sexualité, femmes au travail, femmes au foyer, etc., tous ces thèmes seront abordés au cours des émissions, avec le regard « critique » libertaire.

Cette heure se compose ainsi : une première partie est consacrée à une revue de presse et à la présentation d'un livre en rapport avec le thème de la soirée. La seconde partie est le thème proprement dit, avec, dans la mesure du possible, des invités.

Pourquoi une émission sur les femmes sur Radio-Libertaire ?

Nous pensons qu'il est important qu'existe une « voix des femmes » sur la Voix sans Maître, pour que toutes celles qui se sentent concernées aient la possibilité d'apporter leur contribution, par courrier ou par téléphone, au studio.

De plus, l'émancipation féminine est un des combats du mouvement anarchiste depuis toujours.

Donc, si vous êtes intéressées, écrivez-nous (au 145, rue Amélot, Paris-11^e), nous essaierons de tenir compte de toutes vos suggestions.

Rendez-vous sur Radio-Libertaire, 89,5 MHz (sur Paris et proche région) mercredi prochain...

Martine

Prochains invités de Radio-Libertaire

- Mercredi 20 avril : « Les raisons de la colère » (19-20 h) : femmes, corps, santé.
- « L'invité quotidien » (20-22 h) : Carlos Andreu et François Tusques.
- Cérémonie 1984 » (22-24 h) : reçoit la revue *Magazine*.
- Jeudi 21 avril : « C'est la lutte finale » (12-14 h) : avec José Pierre sur le thème « Surréalisme et anarchie ».
- « La vie d'artiste » (16-18 h) : avec Ben Vautier.
- 18 h 30-19 h : L'Union pacifiste de France.
- « L'invité quotidien » (20-22 h) : Maurice Khebboubi et son roman : *Curriculum Vitae bien tempéré*, chez Balland.
- Vendredi 22 avril : « La bourse et la vie » : avec l'AFOC (Force ouvrière consommateurs) qui présente le *Guide des consommateurs*.
- 13-14 h : Michel Ragon invite Georges Alexandroff, architecte solitaire.
- « L'invité quotidien » (20-22 h) : Serge-Christophe Kolm : bouddhisme profond et modernité.
- « Je veux aller sur la rive d'en face » (22-24 h) : création en direct avec Dejo Renaud et Jean Hill, peintres.
- Samedi 23 avril : « Croissant show » (9-12 h) : en direct du Cirque de barbarie, le seul cirque du monde animé par des femmes.
- « Prisons » (19-21 h) : le congrès de la Ligue des droits de l'homme sur le thème « Prisons et délinquance ».
- Dimanche 24 avril : « Omnibus 16 » (15-17 h) : avec Jean-François Papin, Rocks critics, groupe musical continu.
- « Jazz en liberté » (17-20 h) : avec Gustave Cerruti de la revue suisse *Jazz 360°*.
- « Trisomie 21 » (20-24 h) : *Hérésie, Burning Rome, Le Docteur Insane*.
- Mardi 26 avril : « Pas d'armée à l'école » (18 h-18 h 30).
- « Allo maman bobo » (18 h 30-20 h) : l'aromathérapie et la phytothérapie, par des journalistes de *L'Impatient*.
- Mercredi 27 avril : « L'invité » (17-19 h) : Daniel Vachée.
- « Les raisons de la colère » (19-20 h) : les femmes battues.
- « L'invité quotidien » (20-22 h) : Francisco Montaner.

Emissions dans le cadre de la semaine « Marx » du lundi 25 avril au dimanche 1^{er} mai

- Lundi 25 avril : « Grand angle » (14-18 h) : le réalisme socialiste à l'écran, la photo à l'Est, avec un rédacteur des *Cahiers du cinéma*.
- L'encre noire de l'histoire » (19-22 h) : les marxistes et la révolution espagnole, avec les militants de la CNTE.
- Mardi 26 avril : « La mémoire sociale » (10-12 h) : la vie et l'œuvre de Proudhon (rencontre Proudhon/Marx).
- « L'invité quotidien » (20-22 h) : Jean Bancal sur le thème : *Proudhon et Marx*.
- Mercredi 27 avril : « A bâtons rompus » (15-17 h) : Marx a-t-il existé ?
- Vendredi 29 avril : « Notes de lecture » (12-14 h) : Michel Ragon parle de *Marx, l'homme*.
- Samedi 30 avril : « Radio-Libertaria » (15 h 30-18 h) : Marx y España. Emission en espagnol avec des militants de la CNTE en exil.
- Paris banlieue Blues » (22-24 h) : les luttes dans les pays de l'Est, avec la revue *Iztok*.
- Dimanche 1^{er} mai : (14-15 h) : la bande dessinée *La Makhnovitchina*, de Hombourger.
- Trisomie 21 » (20-24 h) : un « spécial Marx » : le rock dans les pays de l'Est !

SÉLECTION TÉLÉVISION

— TFI : programmes non communiqués.

— A2 : le 24 avril à 21 h 40 : documentaire : les heures chaudes de Montparnasse, *A la recherche de Guillaume Apollinaire*.

Le 26 avril à 20 h 40 : long métrage (1981) : *Est-ce bien raisonnable ?*, de Georges Lautner, avec Miou-Miou, Gérard Lanvin, Michel Galabru... Un polar à 100 à l'heure.

Le 27 avril à 14 h 05 : *Carnets de l'aventure*, présenté par François Degeorges.

Le 28 avril à 20 h 35 : *Résistances*, magazine des droits de l'homme, présenté par Langlois.

Le 29 avril à 23 h : *Ciné-club*, cycle Michel Simon : *Tir au flanc* (1929), long métrage de Jean Renoir. Un beau moment.

— FR3 : le 23 avril à 22 h 20 : *Une minute pour une image*, émission présentée par le Centre national de la photographie et présentée par la talentueuse Agnès Varda, l'enfant folle de la photo.

Le 24 avril à 10 h 30 : *Mosaïque*.

Le 26 avril à 20 h 40 : *La Petite Fille en velours bleu* (1978), un long métrage d'A. Bridges, avec Piccoli, Fresson.

Le 28 avril à 20 h 35 : *Cinéma sans visa*, émission proposée par Jean Lacouture et Jean Guillebaud. *L'Insurrection*, long métrage nicaraguayen de Peter Lilienthal (VO).

Le 29 avril à 22 h : *Festival international de Jazz à Antibes, Juan-les-Pins*. Une bonne émission de Jean-Christophe Averty. Ce soir : Ray Charles.

Quelques disques en vente à la librairie du Monde libertaire (suite)

B. LAVILLIERS :		<i>Autour de la Commune</i>	50 F
<i>Les Barbares</i>	55 F	REGGIANI :	
<i>Nuit d'amour (cassette)</i>	55 F	<i>Dit Prévert</i>	70 F
<i>Eat d'urgence</i>	55 F	<i>Bobino</i>	55 F
P. LOUKA :		J. SOMMER :	
<i>Petite Liberté</i>	55 F	<i>Premières Chansons 68/69</i>	55 F
G. LAFAILLE :		<i>Aimer, danser</i>	55 F
<i>Nettoyage de printemps</i>	58 F	J. SERIZIER :	
<i>Kaleïdoscope</i>	58 F	<i>Ça fait flou dans la tête</i>	55 F
<i>Live in Chatou</i>	58 F	F. SOLLEVILLE :	
<i>Le Président et l'Eléphant</i>	58 F	<i>L'Emotion</i>	58 F
P. LATRAVERSE :		<i>Le Visage de l'homme</i>	58 F
<i>Métamorphose</i>	58 F	<i>Aujourd'hui les femmes</i>	70 F
<i>French tour 80</i>	58 F	<i>F. Solleville 77</i>	58 F
<i>Chirurgie plastique</i>	58 F	H. TACHAN :	
<i>Chanson pour l'élite</i>	58 F	<i>Eroticopornographiquement</i>	50 F
<i>Le Rock'n roll</i>	55 F	<i>En public</i>	95 F
MOULOU DJI :		<i>Féline</i>	50 F
<i>Chante Prévert</i>	55 F	H.-F. THIEFAINE :	
<i>Chante Dimey (deux disques)</i>	78 F	<i>Tout corps vivant</i>	60 F
MOULOU DJI/F. SOLLEVILLE :		<i>Autorisation de délirer</i>	60 F
<i>Chant des ouvriers</i>	70 F	<i>De l'amour, de l'art</i>	60 F
J. MOIZIARD :		<i>Dernières balises</i>	60 F
<i>Jules</i>	55 F	S. UTGE-ROYO :	
<i>Curriculum</i>	55 F	<i>Volume 1</i>	55 F
MAILHE/MEYER :		<i>Volume 2</i>	55 F
<i>Le Bateau ivre</i>	55 F	M.-J. VILAR :	
M. MAILHE :		<i>Fruits et primeurs</i>	55 F
<i>Couleurs d'homme</i>	55 F	<i>On ne saura jamais</i>	55 F
ODEURS :		VIAN :	
<i>De l'amour</i>	48 F	<i>Chanté par lui-même (album d'or)</i>	50 F
M. OGERET :		<i>Chanté par Reggiani</i>	50 F
<i>En toi</i>	55 F	<i>Chanté par Pauline Julien</i>	60 F
<i>Vivre</i>	55 F	<i>Chanté par Mouloudji (2 vol.)</i>	76 F
<i>Chansons contre (suite)</i>	55 F		

(Fin de la liste dans le prochain numéro du *Monde libertaire*)

Sécurité et Liberté sont en bateau...
Liberté tombe à l'eau...
Qu'est-ce qui reste ?

Les prisons après la réforme socialiste

LE camarade Badinter fait la gueule. Mettez-vous à sa place, à cet homme... Il propose un projet d'abrogation de la tristement célèbre loi Sécurité et Liberté du regretté Peyrefitte, et au lieu de la supprimer, ou du moins de l'adoucir, le Sénat la renforce, avec des amendements qui rendent le texte du garde des Sceaux encore plus répressif que l'ancienne loi ; Par 205 voix contre 95, les sénateurs ont voté le renforcement du projet Badinter proposé par le sénateur-maire centriste M. Rudloff, rapporteur de la Commission des lois. De quoi être dégoûté d'être socialiste...

Les grandes lignes du renforcement consistent surtout en une extension du pouvoir policier. Qu'on en juge :

- La garde à vue passerait à quatre jours, alors qu'elle est actuellement de 48 heures, pour les crimes, vols aggravés, destructions, détériorations, affaires de drogue, etc. Ainsi, lorsque les policiers auront la conviction qu'un délit a été commis par plusieurs personnes et qu'ils ne tiendront qu'un suspect, ils auront tout le temps d'« interroger » le suspect en question, pendant quatre jours. On n'a pas fini d'entendre parler de détenus qui reviennent sur leurs aveux après avoir reconnu plein de choses sous les caresses policières dans un commissariat. A noter que si vous êtes gardés à vue, vous pouvez demander un examen médical toutes les 24 heures. On connaît le sérieux en général de ces examens et la myopie affligante des médecins qui ne voient pas certaines ecchymoses et autres bleus... mais qui signent sans sourciller des arrêtés de travail aux flics qui se sont cassé un ongle en cognant.

- Ensuite, les simples interpellations, au hasard d'un couloir de métro, dans une manifestation, pendant un collage, ou simplement lorsque votre tronche ne revient pas aux képis en vadrouilles... Là aussi les sénateurs vont plus loin que Badinter. Les personnes conduites au poste par des flics pourront être gardées six heures, au lieu des quatre heures actuelles. De plus, l'inscription au fichier du commissariat restera trois ans et non plus six mois comme aujourd'hui, ce qui n'était déjà pas si mal !

Reste que le projet initial de Badinter n'est pas triste non plus, et qu'il ne faudrait pas croire qu'il privilégie la liberté à la sécurité.

Le point le plus important, c'est évidemment la réforme pénale. Ainsi, le « jour-amende », prôné depuis longtemps par le garde des Sceaux, a été adopté par le Sénat : applicable aux seuls délinquants majeurs, cette sanction pénale consiste en un remplacement de la peine de prison classique par un certain nombre de jours-amendes, dont le montant serait calculé en fonction du délit, de la situation familiale et financière du prévenu (par exemple : cinq jours à 150 F ou dix jours à 200 F) ; la peine maximale serait de 240 jours-amende. La somme globale exigible à l'expiration du délai correspondrait au nombre de jours-amende prononcés. En cas de non-paiement de l'amende, c'est la taule directement, sans autre intervention du tribunal. Cette institution existe dans plusieurs pays européens.

Cette nouvelle disposition, qui fait se pâmer les libéraux, à un tout petit inconvénient, oh ! deux fois rien... Avec ce système, le riche paie, le pauvre plonge. En effet, le délinquant nanti est favorisé par rapport au délinquant démuné. Le sénateur communiste Charles Lederman a déclaré que « le jour-amende n'aggraverait pas la situation des prévenus aux ressources limitées, mais améliorerait certainement celle des délinquants fortunés. On ne tardera pas à l'appeler la *jour-fortune* ». Question, comme ça, en passant : combien y a-t-il de délinquants aisés dans les prisons françaises ?...

Un autre projet dans le texte Badinter : la prison pourrait être remplacée par une peine de substitution, où le détenu effectuerait des « tâches d'intérêt général » pendant la durée de sa peine... On croirait entendre Hérnu avec son statut d'objecteurs bidon ! Les taulards sont déjà pas mal exploités, mais cette nouvelle forme d'utilisation rentable des détenus vaut son pesant d'or... De la main-d'œuvre à bon marché, en somme...

Les immigrés n'ont pas été oubliés, rassurez-vous : lorsqu'un délinquant étranger est sous le coup d'une interdiction de séjour, il pourra être expulsé dès la fin de sa peine... Avis à ceux dont le pays est aux mains des militaires, comme la Turquie par exemple : tenez-vous à carreaux !

Bien sûr, Badinter ne se pose pas trop de questions sur le pourquoi de la délinquance immigrée... On ne peut pas à la fois être au four et au moulin !

Enfin, un article se penche sur la délinquance infantile organisée par des adultes, comme les gosses qui écumant le métro parisien et qui sont dressés généralement à coup de baffes dans la gueule par leurs parents. Désormais, les parents seront inculpés pour recel dès qu'il y aura flagrant délit, mais rien n'est précisé sur ce que vont devenir les mômes, en majorité Yougoslaves. A suivre de près...

Bref, le projet d'abrogation de la loi Sécurité et Liberté, après l'extension proposée par le sénateur Rudloff, a été adopté par 196 voix et 104 abstentions par le Sénat, après deux jours de débat. Le texte initial avait été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 22 juillet dernier. C'est donc considérablement renforcé qu'il reviendra devant les députés à la fin du mois. Vraisemblablement, c'est le projet amendé par le Sénat qui sera finalement appliqué. Que ceux qui croient encore en la justice de gauche nous écrivent, ils ont gagné !

Soyez tranquilles, la police veille sur votre sécurité... Ça vaut bien votre liberté, allez...

Gil (groupe Libertad)

MONSIEUR Badinter a annoncé au cours du Conseil des ministres du mercredi 6 avril qu'il soumettrait au Parlement, « dans le courant de l'année 1984 » le texte du nouveau Code pénal.

M. le professeur Léauté, membre de la Commission de révision du Code pénal, déclarait au 21^e congrès de l'Association française de la criminologie qui s'est tenu à Poitiers le 7 octobre 1982 que la philosophie générale du code pénal new-look était empreinte d'un « réel humanisme ». « La peine restera d'abord l'expiation d'une faute. Mais son but est aussi d'éviter une récidive future. »

Trois fonctions essentielles sont donc assignées à la prison :

- l'intimidation : faire naître la peur d'une nouvelle peine ;
- l'élimination : pendant son incarcération, le délinquant ne récidive pas (évidence incontournable...);
- l'amendement : garder « l'espoir » qu'un délinquant puisse être « sauvé » de la récidive...

On croit rêver. Les statistiques officielles sur la récidive se passent de tout commentaire : au minimum 50%.

La prison réussit bien mal à faire naître la peur d'une nouvelle peine. Quant à « l'amendement », le constat d'échec oscille entre l'incantation rituelle des vieilles lunes humanistes et le cynisme pressé. Garder « l'espoir » qu'un délinquant puisse être « sauvé »... Sauvé de quoi, par qui, comment ? Et « l'espoir » porté par quelles innovations ? Les prisons françaises du printemps 1983 restent ces pourrissoirs inlassablement dénoncés depuis des décennies. Après l'abolition de la peine de mort, de la Cour de Sûreté de l'Etat, des QHS, il a fallu attendre vingt mois pour connaître les contours d'une énième « réforme », révélée le 13 décembre 1982. La déception fut telle que des automutilations collectives, des grèves de la faim et autres manifestations pacifiques se succédèrent tout au long du mois de janvier (Fleury-Mérogis, Les Baumettes, Nice, Nîmes, Melun, Loos, Ile de Ré...), manifestations réprimées avec une rare violence (charges de CRS, tirs tendus de grenades lacrymogènes, matraquages). Des chiens policiers furent même utilisés dans les cours de promenade de Fleury-Mérogis.

Qu'en est-il trois mois plus tard ? Les condamnés des prisons centrales peuvent désormais embrasser leurs proches dans des parloirs « libres », dépourvus de vitre de séparation. Dans les maisons d'arrêt, les prévenus en attente de jugement ne bénéficient de cette formule qu'au compte-goutte...

Pour le reste, aucun changement ! Toujours le mitard, les brimades, la perpétuation d'un univers de non-droit. Le lobby pénitentiaire demeure un Etat dans l'Etat.

Et l'institution fonctionne dans l'indifférence générale. Elle reproduit tranquillement son échec, désormais normalisé, banalisé. Il est vrai que la « crise », les restructurations idéologiques

et économique qu'elle promeut assignent à des notions inquiétantes un rôle stratégique déterminant. Sécurité, effort, rigueur...

Pierre Rosanvallon définissait de manière prémonitrice, il y a quelques mois, dans *Libération*, le projet gouvernemental : « Les socialistes et la société française s'enfoncent dans la gestion, ayant épuisé leur stratégie de réformes compatibles avec une croissance ralentie. On ne peut plus attendre qu'une gestion des grands équilibres économiques. »

« L'avertissement » des municipales n'incite pas à l'optimisme... Fini les années 70, les prisons ne font plus recette. Le débat « philosophique » autour de l'enfermement a déserté les colonnes des journaux. Signe des temps, les radios « libres » multiplient, elles, les émissions « taulard » sur un mode alliant le « service » au « ludique » : messages des familles et disques à la demande. L'anesthésie.

Dans les cercles autorisés, on n'évoque plus guère que l'indispensable restructuration de la prison-monstre archaïque qui survit en équilibre fragile entre des pratiques quotidiennes moyenâgeuses et un bond en avant technologique impulsé par l'obsession « sécuritaire ». L'évolution envisagée passe par une amélioration de « l'efficacité » technique immédiate de l'appareil. On investit dans l'informatique, on construit de nouvelles prisons (cf. le plan immobilier de remplacement des prisons insalubres, dépassées, situées au centre des villes, qui, revendues au prix fort aux municipalités, financeront de nouveaux Fleury-Mérogis...). Les prisons plus récentes sont rénovées à grand frais, plusieurs milliards de centimes y ont été consacrés depuis deux ans.

Cette restructuration discrète favorise en outre une simulation grandissante de la réalité. Quelques émissions de télévision présentent régulièrement un instantané mensonger, soigneusement « fabriqué » d'un processus de désintégration sociale, dont la condamnation n'apparaît plus qu'au détour d'un discours gestionnaire (cf. la récente visite à la centrale de Poissy de Patrick Pesnot et Philippe Alfonsi, diffusée par FR3 dans la seconde semaine d'avril).

Cellules « clean », activités socio-éducatives, promesses de développement et de normalisation du travail pénal, la prison pourra supporter l'inflation de « précaires » qui vont glisser « tout naturellement » dans la délinquance pour cause d'austérité et de chômage renforcés...

L'analyse « de gauche » est révélatrice. La délinquance, au-delà de particularismes psychologiques dont s'occuperont quelques néo-lacaniens au chômage, résulterait essentiellement d'une non-insertion sociale et professionnelle qu'il convient de corriger. Donc ne pas détruire les prisons, les conserver, les « améliorer ». En faire des centres d'ergothérapie. Makarenko pas mort !...

Ces projets exigeraient, en toute hypothèse, des moyens réels, alors même que Badinter, en présentant son budget 83, en regretta la « modestie » et la « pauvreté ». Cela demanderait aussi l'abandon de l'obsession « sécuritaire », ce qui supposerait l'existence d'un large débat public. L'ennui c'est que cette vision bon chic bon genre est catégoriquement récusée par les personnels pénitentiaires, porte-voix de la France profonde qui plébiscitent — toutes « sensibilités » confondues et au-delà de récentes restructurations syndicales — les notions d'élimination et d'intimidation.

Mais surtout, ces projets, qui se dessinent en filigrane dans les déclarations des responsables du ministère de la Justice, assignent toujours aux « délinquants » le rôle d'objets passifs de « traitement » qui les « sauverait » peut-être...

Si la persistance de la crise ne contraignait pas les socialistes à relancer à leur tour la consommation de « l'insécurité ». Comment faire accroire qu'après avoir survécu des années dans un univers de non-droit, régi par l'arbitraire et la force brutale, avoir été déresponsabilisé, infantilisé, castré, on saurait s'inventer les ressources indispensables pour s'intégrer, le jour venu, à la communauté sociale ?

La communauté s'arrête aux portes des prisons, derrière lesquelles il ne reste plus qu'un hybride pervers : courrier, visites, soumis à une censure, une réglementation tâtonnée ; absence de toute interaction sociale réelle, que l'on ne peut concevoir sans un minimum d'initiatives et de responsabilités. On fabrique des infirmes sociaux à la chaîne. La chancellerie s'émeut des tentatives de regroupement et d'association des prisonniers. Tous les mouvements revendicatifs se résolvent en transferts, isolements, séjours au mitard, suppression de grâces et brimades diverses. Réalisme gestionnaire, désenchantement ! La gestion « classique » de la prison fabrique des générations de « desesparados » plongés dans une guerre qui n'en finit pas d'aligner ses épisodes sanglants : arrestation, évasion, fusillade, arrestation, prise d'otages, cinq ans, dix, vingt, de plus en plus vite, de plus en plus fort. Chroniques banales et sordides de quelques centaines de morts annoncées.

1984, c'est demain. Les illusions de « l'Etat de grâce » sont bien mortes. De l'intérieur, le pouvoir socialiste ressemble fort à ce « despotisme doux », ce pouvoir immense et tutélaire, qui travaille volontiers au bonheur des citoyens, mais veut en être l'unique agent et le seul arbitre ; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs affaires, dirige leur industrie, règle leur succession, divise leur héritage ; que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ? (1).

Marc LAIMÉ

*) Tocqueville : De la démocratie en Amérique.